
[Scénarios]
**La Russie, une puissance
crépusculaire ?**

NOTE D'ÉCLAIRAGE - MARS 2024



Think tank de référence en France et en Europe, l'Institut Montaigne est un espace de réflexion indépendant au service de l'intérêt général. Ses travaux prennent en compte les grands déterminants économiques, sociétaux, technologiques, environnementaux et géopolitiques afin de proposer des études et des débats sur les politiques publiques françaises et européennes. Il se situe à la confluence de la réflexion et de l'action, des idées et de la décision.

NOTE D'ÉCLAIRAGE - Mars 2024

[Scénarios] La Russie, une puissance crépusculaire ?



Les notes d'éclairage de l'Institut Montaigne permettent de se situer et de rendre intelligible l'environnement dans lequel nous évoluons.

Cette note s'inscrit dans une série de scénarios de court et moyen termes, utiles à la prise de décision.

Note d'éclairage

Se situer et rendre intelligible notre environnement

Note d'enjeux

Poser des constats et identifier des problématiques

Note d'action

Formuler des recommandations opérationnelles

Opération spéciale

Sonder, chiffrer, expérimenter

Rapport

Analyser et proposer collégalement des solutions de long terme

Introduction 8

1 Un conflit qui redistribue les rapports de force 10

- 1.1. La campagne d'Ukraine a illustré les faiblesses des capacités militaires russes 10
- 1.2. Ce premier constat mérite cependant d'être nuancé 13
- 1.3. Quels scénarios d'évolution possibles ? Le spectre d'une confrontation de longue durée avec l'Occident 15
 - a. Envisager une sortie de la guerre favorable à la Russie 18
 - b. Envisager une issue à la guerre défavorable à la Russie ... 19

2 Une puissance pauvre ralliée à un capitalisme de guerre 21

- 2.1. De la résilience au rebond de l'économie russe : l'étonnement 21
- 2.2. Des failles nées de fortes dépendances et de choix politiques 29
- 2.3. L'émergence d'un capitalisme de guerre 32
- 2.4. Quels scénarios ? 34
 - a. Sur le plan économique, le scénario d'une puissance pauvre en déclin 34
 - b. Sur un plan géoéconomique : le pivot vers le Sud global, paramètre structurant pour l'avenir du capitalisme de guerre russe 37

3	Un lourd handicap démographique	38
	3.1. Une tendance dominante : le déclin démographique propre aux Russes	38
	3.2. Les chocs immédiats dus à la guerre : mortalité et migrations	43
	3.3. Les conséquences à terme : fécondité, défiance et dépression	45
	3.4. Quel(s) scénario(s) ?	49
4	Un régime aux fondamentaux durables	51
	4.1. Ni effondrement du régime ni réforme politique radicale	51
	4.2. Une tendance de fond : le durcissement continu	55
	4.3. Quels scénarios ?	56
	a. Le scénario probable : la perpétuation du pouvoir des <i>siloviki</i>	57
	b. L'effet transformationnel de la guerre	60
5	Épilogue - où va la Russie ?	61
	Remerciements	64

Michel Duclos

Conseiller spécial et *Resident Senior Fellow*, Géopolitique et diplomatie, Michel Duclos est diplomate. Directeur-adjoint du Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires étrangères de 1984 à 1987, il a été ambassadeur au COPS à Bruxelles de 2000 à 2002, puis représentant permanent-adjoint de la France auprès des Nations Unies de 2002 à 2006, ambassadeur en Syrie de 2006 à 2009, il est conseiller diplomatique du ministre de l'Intérieur de 2009 à 2012, puis ambassadeur en Suisse de 2012 à 2014. Michel Duclos est diplômé de l'École Nationale d'Administration (ENA). Il est notamment l'auteur de *La Longue Nuit Syrienne* (2019) et *La France dans le bouleversement du monde* (2021) aux éditions de l'Observatoire et a dirigé deux livres : *Le Monde des Nouveaux Autoritaires* (2019) et *Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde* (2023) co-édités par l'Institut Montaigne et les éditions de l'Observatoire.

Camille Le Mitouard

Camille Le Mitouard est responsable des partenariats de l'Institut Montaigne depuis mars 2024. Elle était auparavant chargée de projets – Allemagne et Russie au sein du Programme Europe. Dans ce cadre, elle a piloté les travaux sur l'Allemagne et la relation franco-allemande, et a accompagné les réflexions autour de la Russie. Elle a rejoint l'Institut Montaigne en 2021 en tant que chargée de mission auprès de la direction. Avant de rejoindre l'Institut Montaigne, Camille a travaillé comme assistante parlementaire au Deutscher Bundestag et en tant que Junior Consultant au sein de l'Allianz European Affairs Office à Bruxelles. Elle a obtenu son diplôme de l'Université de Bath (Royaume-Uni) en relations internationales et sciences politiques, puis de la London School of Economics (Royaume-Uni) en Master de politiques publiques européennes et internationales.

La menace que représente la Russie se prête difficilement à une évaluation juste, ni exagérée ni minimisée.

Baucoup de facteurs entrent en jeu, politiques, économiques, stratégiques, etc. parmi lesquels des facteurs « non quantifiables » comme la psychologie des dirigeants ou les aléas conjoncturels. S'agissant des facteurs « quantifiables » (PIB, dépenses budgétaires, statistiques, etc.), ils sont souvent brouillés par l'opacité propre au système russe, encore aggravée dans une période de conflit comme celle que nous vivons actuellement. Il va de soi en outre que l'avenir de la Russie dépend, dans une large mesure au moins, de l'issue de la guerre en Ukraine, qui reste à ce stade incertaine.

Pour tenter de surmonter ces difficultés – ou du moins de les atténuer – nous avons eu recours à la littérature ouverte tout en menant une enquête de terrain approfondie sur une période de dix mois. Cette note d'éclairage résulte d'une série d'entretiens avec des personnalités et experts russes, qu'ils soient en exil ou en Russie, tenus dans diverses villes telles que Paris, Berlin, Istanbul ou Vilnius, ainsi qu'avec des spécialistes européens. De plus, des consultations ont été menées auprès d'une quarantaine d'entretiens françaises ayant une présence actuelle ou passée en Russie, dans le but d'offrir une vision complète de la réalité économique sur le terrain. Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, l'Institut Montaigne a pris la décision de ne pas publier l'identité de ces différentes sources.

Nous nous sommes attachés à axer ce travail sur quatre champs de recherche ; s'agissant de trois d'entre eux – les capacités militaires, l'économie, la démographie – certaines données objectives sont – avec les réserves que l'on vient de mentionner – *a priori* disponibles. On ne peut cependant faire l'économie d'une réflexion de caractère plus politique, sur l'avenir du régime mis en place par Vladimir Poutine. Ce sera le quatrième volet de cette note. Un horizon temporel de quelques années, de trois à dix ans au plus, a été retenu. Au-delà, toute tentative d'éclairer l'avenir paraît trop aléatoire dans le cas de la Russie.

Le fil conducteur du document que l'on propose au lecteur est le suivant : au sommet d'un régime apparemment stable – mais les apparences peuvent être trompeuses – Vladimir Poutine semble projeter une image d'homme du passé, enfermé dans des références historiques (cf. interview de Vladimir Poutine par Tucker Carlson¹) ; son régime fait preuve au contraire d'une réelle capacité d'évolution : sous l'effet de la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales, la Russie est engagée dans une mutation de sa posture stratégique et de son modèle économique – pas encore profondément affecté à ce stade par la dégradation de la démographie du pays ; il reste à voir si la nature du régime est également appelée à évoluer.

Comment la « réélection » de Vladimir Poutine le 17 mars s'insère-t-elle dans les analyses présentées dans cette note ? Pour le pouvoir russe, l'enjeu du processus qui s'est déroulé du 15 au 17 mars était moins le résultat – parfaitement programmé – que le bon déroulement des opérations ; de ce point de vue, le système a bien fonctionné, dans un ordre presque impeccable, témoignant d'un contrôle élevé du pouvoir sur la population. Deux fausses notes cependant : la concentration d'électeurs à midi, conformément aux consignes de l'opposition dans un certain nombre (limité toutefois) de bureaux de votes ; l'absence de liesse populaire le soir de la proclamation du résultat, démentant tout enthousiasme dans le soutien du peuple à M. Poutine.

Par ailleurs, deux questions se posent au lendemain de cette « réélection » : y aura-t-il un changement de gouvernement et, dans ce cas, ce changement traduira-t-il un déplacement des équilibres au sein de l'appareil poutinien ? L'après-élection sera-t-il l'occasion d'une nouvelle mobilisation ? Autrement dit, le pouvoir se sent-il suffisamment sûr de lui pour y procéder ?

¹ «*The Vladimir Putin Interview*», *The Tucker Carlson Interview*, 6 février 2024.

1 Un conflit qui redistribue les rapports de force

1.1. LA CAMPAGNE D'UKRAINE A ILLUSTRÉ LES FAIBLESSES DES CAPACITÉS MILITAIRES RUSSES

Les spécialistes russes en Occident qui écrivent sur la situation **mettent en avant les faiblesses stratégiques et tactiques de l'appareil militaire** russe.

Successivement, nous avons assisté à l'échec de la manœuvre de l'armée russe contre Kiev, à l'incapacité de son aviation à maîtriser le ciel, à la faiblesse du renseignement, à un manque d'intégration des objectifs tactiques et des objectifs stratégiques allant de pair avec une absence de maîtrise de la manœuvre combinée aéroterrestre, au recul de la flotte en Mer Noire comme en Mer Baltique², etc. Les deux faits les plus étonnants sous le regard occidental sont sans doute l'incapacité des Russes à acquérir une vraie supériorité aérienne et l'attrition considérable de la flotte russe en Mer Noire (20 % des bâtiments selon l'OTAN). Moins visible mais très significatif : on s'attendait au tout début du conflit à un raid cyber massif conduisant à un blackout des activités de l'Ukraine ; un tel raid a été tenté, mais sans résultat.

Les pertes subies par les armées russes dans les premiers mois de la guerre ont été dévastatrices puisque l'on estime que l'État-major a été obligé de « régénérer » (remplacer) la totalité des forces engagées dans la première phase de la guerre.

² Pavel Baev, « *Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord* », IFRI, novembre 2023.

Selon les auteurs russes consultés, les défis que doit relever l'appareil militaire russe sont multiples : problèmes de qualité et de quantité de munitions guidées de précision, systèmes de commandement et de contrôle, carences touchant les drones armés, systèmes de communication, avions de reconnaissance, enjeux de commandement, et équipements individuels des soldats³. S'agissant des munitions – secteur sur lequel en ce début d'année les Ukrainiens sont le plus en difficulté – les lignes de production mises en place par les fabricants russes ont dopé les capacités russes : 3 millions de pièces de 152 mm par an selon l'OTAN (s'ajoutant aux 3 millions fournis par la Corée du Nord) ; elles ne permettent pas d'atteindre les objectifs fixés par l'État-major (4 millions d'obus d'artillerie 152 mm et 1,6 million d'obus de 122 mm).

Ces défis capacitaires sont désormais accentués par des contraintes économiques et l'impact des sanctions occidentales. Malgré le puissant coup d'accélérateur à la production (budget de la défense en hausse de 40 % en 2024 et s'élevant à 40 % du budget national), le déficit de main-d'œuvre et les pertes annuelles nettes persistent, compromettant la qualité et la quantité des équipements militaires produits.

On peut citer, à titre d'illustration, le cas des véhicules aériens sans pilote (UAV) ou drones⁴ : depuis 2009, la Russie a investi des efforts significatifs dans le développement de ce type de vecteurs à des fins militaires. Or, après une année de guerre en Ukraine, l'armée russe a perdu la plus grande partie de ses UAV de reconnaissance tactique et de ciblage. Elle est toujours incapable de déployer des UAV de combat avancé. Dès l'automne 2022, soit environ six mois après le début de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, la Russie a commencé à utiliser à grande échelle des munitions rôdeuses iraniennes ; elle continue d'être fortement dépendante d'elles à l'automne 2023.

³ Kirill Shamiev, *Entretiens*, novembre 2023.

⁴ Pavel Luzin, « *Russian military drones – past, present and future of the UAV Industry* », Foreign Policy Research Institute, novembre 2023.

À plus long terme, les sanctions occidentales, si elles sont maintenues, pourraient avoir un impact d'autant plus structurant dans le domaine de l'armement. Pour rester sur le même exemple, jusqu'à 80 % des composants des UAV militaires fabriqués en Russie étaient importés d'Europe, des États-Unis, d'Israël, du Japon et d'autres pays⁵. Cette dépendance fragilise la capacité de la Russie à maintenir sa base industrielle de drones. Plus généralement, les sanctions occidentales ont restreint l'accès de la Russie à des équipements industriels de qualité, qui étaient clés pour les programmes de recherche et développement de la Défense russe.

Il devrait en résulter que les capacités de la Russie en matière de reconnaissance et de ciblage, ainsi que dans les armes de haute précision, stagneront, voire diminueront, dans un avenir prévisible. Toutefois, la capacité missilière russe est restée plus élevée que ce à quoi l'on pouvait s'attendre : il faut selon toute vraisemblance y voir le résultat d'une aide chinoise en matière d'électronique de défense, dont les Ukrainiens trouvent d'ailleurs des traces dans les débris de missiles russes abattus⁶. Par ailleurs, le manque de systèmes de commandement, de contrôle et de communication – associé à un processus de prise de décision sur-centralisé et au vaste théâtre d'opérations ukrainien – a rendu les plus petites unités tactiques de l'armée russe dépendantes de drones commerciaux et agricoles importés de petite taille, comme ceux produits par la société chinoise DJI (Da Jiang Innovation).

⁵ Pavel Luzin, "Russian military drones – past, present and future of the UAV Industry", Foreign Policy Research Institute, novembre 2023.

⁶ "Why and How the West Should Seize Russia's Sovereign Assets to Help Rebuild Ukraine", The International Working Group on Russian Sanctions, Stanford University, 4 septembre 2023.

1.2. CE PREMIER CONSTAT MÉRITE CEPENDANT D'ÊTRE NUANCÉ

L'un des éléments les plus frappants des deux premières années de la guerre en Ukraine (mais l'un des moins soulignés par les observateurs) est que **les Russes ont su tirer certaines leçons de leurs déboires sur le terrain**. Sur le plan stratégique, ils ont compris la nécessité de passer de l'offensive à la défensive, en s'appuyant sur ce qui est traditionnellement leur point fort (cela a été l'apport du général Sergueï Sourovikine au début de 2023). Ils apparaissent désormais difficilement expulsables des positions qu'ils occupent. Sur le plan capacitaire, le Kremlin a su, dans des délais rapides, compenser ses lacunes en trouvant en Iran et en Corée du Nord des sources d'approvisionnement. Ainsi, malgré tout ce qui a été dit plus haut sur les difficultés russes à produire des drones, ce sont bien de tels engins rustiques ou d'origine iranienne⁷ – qui ont permis aux Russes d'entraver la contre-offensive ukrainienne.

Plus généralement, **l'industrie militaire russe tourne maintenant à un régime très supérieur**, à la différence des industries militaires européennes ; les lignes de production ont été accrues ou reconverties, des usines d'automobiles réquisitionnées, les trois huit sont de rigueur, des crédits ont été dégagés, etc. On estime que les Russes seraient maintenant en mesure de produire 1 500 tanks par an et 3 000 véhicules blindés. La même hausse de la production serait atteinte pour les différentes catégories de missiles. Ainsi, la production de missiles balistiques Iskander 9M723 était de six par mois au début de 2023, avec un stock de 50 systèmes ; la Russie disposerait maintenant d'une réserve de 200 Iskander 9M723 alors qu'un certain nombre ont été consommés dans les frappes sur l'Ukraine⁸. Sans doute la production de masse est-elle privilégiée et non la sophistication des matériels, mais cela correspond bien aux

⁷ Pavel Luzin, "Russian military drones – past, present and future of the UAV Industry", Foreign Policy Research Institute, novembre 2023.

⁸ Pavel Baev, « Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord », IFRI, novembre 2023.

nécessités de la phase actuelle de la guerre (munitions et drones). Par ailleurs, une partie substantielle des restrictions occidentales en matière de technologies sont contournées, notamment, comme on l'a vu par la Chine. Les indications fournies par la Commission Yemak-Mcfaul sont à cet égard révélatrices⁹.

L'avantage démographique russe par rapport à la population ukrainienne **permet à Moscou de déployer un volume considérable de troupes**. De nombreux chiffres circulent sur les forces en présence, avec des incertitudes sur la fiabilité des sources des deux côtés (les Ukrainiens se montrant, pour des raisons évidentes, particulièrement peu transparents). Nous retenons à titre d'illustration ceux qu'utilisent Jack Watling et Nick Reynolds dans un article du *Royal United Services Institute* paru le 13 février 2024¹⁰. Selon ces auteurs, le « corps expéditionnaire » russe comptait au départ environ 360 000 hommes (répartis dans des formations très mal organisées). Le Groupe de Forces opérationnel russe engagé en Ukraine s'élèverait au début de 2024 à 470 000 troupes, bénéficiant d'une beaucoup plus grande cohésion et d'un meilleur entraînement depuis la reprise en main consécutive à la mutinerie de Wagner.

Sur la ligne de front proprement dite, les forces russes s'élèveraient à environ 200 000 hommes, contre peut-être 180 000 soldats ukrainiens. Les Russes n'ont pas atteint leur objectif d'un effectif total de l'armée à 1,5 million d'hommes, mais le niveau actuel de leurs troupes pouvant être engagées en Ukraine leur permet de renouveler les unités en première ligne considérées comme n'étant plus en état de combattre (30% de pertes). Si l'on raisonne en termes de « profondeur stratégique », il faut rappeler les ordres de grandeur des populations : 145 millions de Russes contre moins de 40 millions d'Ukrainiens.

⁹ *“Action Plan 2.0. Strengthening Sanctions against the Russian Federation”, International Working Group on Russian Sanctions, 24 avril 2023.*

¹⁰ *Dr. Jack Watling and Nick Reynolds, “Russian Military Objectives and Capacity in Ukraine through 2024”, RUSI, 13 février 2024*

1.3. QUELS SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION POSSIBLES ? LE SPECTRE D'UNE CONFRONTATION DE LONGUE DURÉE AVEC L'OCCIDENT

Un premier bilan du conflit ukrainien invite à replacer la posture et les capacités militaires russes dans une perspective historique.

La modernisation des forces russes s'est orientée à partir de 2012 (arrivée de Sergueï Choïgou au poste de ministre de la Défense) **autour d'un triptyque : maintien à niveau de la dissuasion, refus de renoncer à la conscription** (contrairement au souhait de l'échelon politique), **volonté d'acquisition de systèmes d'armes modernes** (dont les fameuses fusées hypersoniques). Sur ce troisième volet, l'industrie russe a été handicapée par un déficit d'ingénieurs et a suivi un modèle assez proche de ce que nous connaissons chez nous, c'est-à-dire une priorité à l'exportation pour financer la R&D au détriment de la production à grande échelle. Dans un certain nombre de domaines, comme l'aviation par exemple, l'essentiel des efforts a porté sur la modernisation de systèmes soviétiques. Enfin, comme la performance des chars et véhicules russes engagés au début de la guerre l'a illustré, la corruption a beaucoup contribué à limiter les effets de la modernisation.

Sur le plan doctrinal, les Russes ont cherché à se rapprocher du modèle occidental, tel que réinterprété par les académies militaires russes : guerre hybride et opérations extérieures appuyées sur des systèmes de pointe, sans mobilisation d'effectifs lourds. C'est ce que l'on a pu appeler la « doctrine Gueratchenko », qui a été expérimentée avec succès en Syrie (on ne saurait souligner à quel point les succès russes en Syrie ont encouragé Moscou à se lancer à l'attaque de l'Ukraine).

Dans leur campagne d'Ukraine, c'est **cette « imitation des méthodes occidentales » qui a échoué**. L'opération coup de poing contre Kiev ou l'attaque cyber massive n'ont pas été couronnées de succès ; en revanche, lorsque les Russes en sont revenus à une approche plus traditionnelle

chez eux (armée de masse, posture défensive, rôle-clef de l'artillerie, guerre d'attrition) – après la perte de Kherson – ils ont commencé à marquer de nouveau des points, notamment en faisant échec à la contre-offensive ukrainienne.

Ce qui se dégage ainsi de la phase actuelle de la guerre, du côté russe, **c'est un modèle stratégique en trois dimensions : (1) un retour aux fondamentaux – une armée de masse engagée dans une guerre d'attrition en misant sur l'artillerie** – dessinant un front « classique » (2) **des capacités de destruction modernes pour atteindre l'arrière du front**, telles qu'illustrées par les frappes sur les infrastructures et les villes à l'arrière (3) **une panoplie de mesures de guerre informationnelle et d'intimidation pour diviser les soutiens occidentaux de l'Ukraine** et les dissuader de transférer certains types d'armes voire de poursuivre leurs transferts d'armes aux Ukrainiens. Les Russes n'excluent pas une rupture du front grâce à l'artillerie. Sinon, ils vont chercher à accroître leurs pressions sur le front et à obtenir une baisse du soutien occidental à l'Ukraine; ils pourraient aussi augmenter leurs frappes en profondeur pour casser la détermination ukrainienne.

Dans quelle mesure **les règles de la dissuasion nucléaire telles que nous les connaissons restent-elles intouchées par le conflit actuel ?** Les menaces répétées que profèrent M. Poutine et ses séides en mentionnant à intervalles réguliers les armes terrifiantes dont dispose la Russie inquiètent à l'Ouest pour plusieurs raisons : elles tranchent avec une longue période pendant laquelle l'emploi éventuel de l'arme nucléaire ne faisait plus partie des débats publics; elles réintroduisent donc un facteur de peur, instillé de surcroît par un personnage ayant donné maintes preuves de son caractère dangereux. Elles s'inscrivent en outre dans un climat de relance de la course aux armes nucléaires : augmentation de l'arsenal chinois, activisme de la Corée du Nord, risques de prolifération accrus (Iran).

L'addition de ces facteurs contribue à susciter le sentiment que le dirigeant du Kremlin est prêt à passer d'une logique de dissuasion à une logique d'emploi. Les mises en garde chinoises qui suivent inmanquablement les rododromes de M. Poutine ne suffisent pas à être certain que le cas échéant le dirigeant du Kremlin n'outrepasserait pas les volontés chinoises. Cependant, beaucoup d'experts observent que la Russie ne s'écarte pas pour l'instant de sa doctrine; celle-ci réserve un usage éventuel de l'arme nucléaire à une menace sur « l'existence même de l'État » – ce qui n'est pas très différent du concept français d'« intérêts vitaux ». De surcroît, à aucun moment, les Russes n'ont déplacé les têtes nucléaires de leurs lieux de stockage de manière à crédibiliser leurs déclarations.

On peut donc considérer que **les dirigeants russes ne sont pas passés d'une logique de dissuasion à une logique d'emploi; ils sont en revanche dans une logique d'intimidation** (non étrangère à leur doctrine d'ailleurs). Ainsi, leurs déclarations menaçantes font partie du troisième volet de leur « modèle stratégique » actuel évoqué plus haut : des mesures pour diviser les alliés de l'Ukraine et les convaincre de limiter leurs transferts d'armes. Leur réaction aux déclarations du président Macron du 26 février sont caractéristiques à cet égard¹¹.

Au stade actuel, **le jeu reste encore très ouvert sur ce qui pourrait être une sortie du conflit** ukrainien.

¹¹ À notre sens, la situation serait différente si les Ukrainiens parvenaient à ébranler l'emprise russe sur la Crimée, situation dans laquelle les menaces russes se feraient plus dangereuses – cette fois sinon dans une logique d'emploi du moins dans une logique de « gestion de crise » (cf : précédent de la crise de Cuba).

a. Envisager une sortie de la guerre favorable à la Russie

Toute une série de scénarios y invite :

- **une défaite ukrainienne dans la guerre d'attrition en cours** ; la défaite allemande de 1918 fournit une sorte de précédent. Si les soutiens de l'Ukraine ne parviennent pas à fournir aux forces ukrainiennes les armes et surtout les munitions nécessaires, une rupture du front peut intervenir à un moment donné. Il est difficile d'évaluer quelle pourrait être l'ampleur de cette rupture et jusqu'où les Russes seraient capables de l'exploiter. L'hypothèse d'un « effondrement ukrainien » ne saurait cependant être exclue, soit dans un délai assez rapproché en cas d'incapacité occidentale à maintenir un soutien suffisant, soit à plus long terme à la suite d'un épuisement des forces ukrainiennes.
- **un recul ukrainien combiné à un retour de Donald Trump à la Maison Blanche** : schéma tout aussi dangereux voire plus que le précédent, soit que le recul ukrainien précède soit qu'il succède à un retour de Donald Trump.

Dans un tel scénario, Donald Trump II offre à Vladimir Poutine un cessez-le-feu et une négociation immédiate. Il est possible que les Russes ratent l'ouverture qui leur serait faite par la Maison-Blanche, ne serait-ce qu'en faisant monter les enchères de manière exagérée, même pour Donald Trump (par exemple en réclamant Odessa, nécessaire à M. Poutine pour démontrer que la guerre a permis de vrais gains pour la Russie). Si Vladimir Poutine joue bien la carte Donald Trump, il serait en mesure d'obtenir à la fois des gains territoriaux et une tutelle sur le reste de l'Ukraine (« dénazification ») – avec un espoir renforcé d'une tutelle s'étendant sur une bonne partie de l'Europe¹². Dans les « propositions

de paix » que les Russes avancent informellement en ce moment dans les circuits de « *track two* » (discussions informelles) la partie de l'Ukraine restée « indépendante » pourrait rejoindre l'UE mais non l'OTAN.

- **une issue dite « à la coréenne »** (ou parfois à « l'allemande », par référence à la RFA sous la guerre froide), **dans laquelle les concessions territoriales ukrainiennes seraient compensées par une intégration de l'Ukraine dans les structures de sécurité occidentale** (OTAN ou multiplicité de garanties de sécurité bilatérales). Cette dernière option peut paraître moins mauvaise que les autres, mais ses implications à terme risquent d'être très difficiles à gérer : une Ukraine défaite, amère, frustrée ne s'intégrera pas facilement aux structures euro-atlantiques, tandis que qu'une partie de sa population voudra quitter le pays ou ne pas y revenir. La Russie, au contraire, aurait le sentiment d'avoir obtenu une première victoire.

Dans cette famille de scénarios – une issue de la guerre favorable à la Russie – **la Russie serait encouragée à poursuivre la reconstitution de tout ou partie de l'empire russe** (menaces donc sur la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie, le Kazakhstan et d'autres pays d'Asie centrale). **La sécurité européenne serait gravement compromise**. Incidemment, le prestige – et les marges de manœuvre – des Européens dans le monde seraient fortement affectés. Un second mandat de Donald Trump inciterait par ailleurs le Kremlin à tester la solidité de l'article V du traité de l'Atlantique Nord, probablement dans les pays baltes.

b. Envisager une issue à la guerre défavorable à la Russie

Ce pourrait être le cas si les Ukrainiens et les Occidentaux parvenaient à **obliger la Russie à négocier grâce à un renversement du rapport de forces, ou si l'issue de la guerre demeurait incertaine**, comportant des arrêts temporaires et partiels des combats (sous forme d'attaques

¹² *C'est pour faire face à une telle éventualité qu'il serait très important que les Européens soient en mesure de prendre autant que possible le relais des États-Unis dans le soutien à l'Ukraine.*

cinétiques ou de guerre hybride), ou un gel sans règlement du conflit ; dans l'un et l'autre cas, la Russie n'aurait pas pu aller au-delà des territoires qu'elle contrôle actuellement, voire elle aurait été obligée d'en évacuer une partie.

Dans ce type d'hypothèses, les Occidentaux, et notamment les Européens, seraient en meilleure posture que dans le cas d'une issue favorable à la Russie. Il serait imprudent de considérer que l'on pourrait pour autant tourner la page : **une Russie frustrée, n'ayant pas été vaincue, chercherait par définition à se venger**. Elle aurait acquis une expérience précise de la guerre moderne et disposerait de troupes aguerries. Les estimations du délai nécessaire à la Russie pour reconstituer ses forces dans la période post-guerre varient de 3 à 7 ans ou de 5 à 10 ans¹³. Par ailleurs, que Donald Trump soit ou pas président des États-Unis, l'attention de l'Amérique ne manquera pas de se détourner des questions européennes.

Autrement dit, **quelle que soit l'issue du conflit en cours, celui-ci risque de déboucher sur une confrontation de longue durée avec l'Ouest ou du moins avec l'Europe**, que la Russie soit incitée à exploiter un éventuel succès ou qu'elle veuille se venger d'un éventuel recul ou continuer à tenter sa chance en cas d'issue non conclusive (gel des combats sans règlement). Il est probable que **la confrontation de longue durée est en outre le scénario qui correspond le mieux aux intérêts de Vladimir Poutine** pour qui la « guerre perpétuelle » représente selon toute vraisemblance une « assurance-vie ».

À ces considérations, il convient d'ajouter un paramètre structurant : le rapport des forces Russie-Occident-Chine. S'il y a bien confrontation de longue durée avec la Russie, la clef de son évolution résidera d'une part dans la capacité ou non des Occidentaux – l'OTAN sous sa forme actuelle, voire un pilier européen de l'OTAN – à équilibrer la puissance russe en Europe et

¹³ *Setting Transatlantic Defense up for Success: A military strategy for Ukraine's Victory and Russia's Defeat*, ministre de la Défense d'Estonie ; D' Christian Mölling and Torben Schütz, "Preventing the Next War", DGAP Policy Brief, 8 novembre 2023.

d'autre part dans le jeu de la Chine. **L'une des raisons pour la Russie de vouloir dominer l'Europe tient dans la nécessité pour elle de compenser son infériorité accrue à l'égard de Pékin**. Inversement, **les Chinois perçoivent la Russie comme un « arrière stratégique »** (aide militaire, fourniture d'hydrocarbure et de minerai) en cas de conflit autour de Taiwan ou des Philippines ; dans un telle hypothèse, **la capacité de la Russie de créer une diversion par un conflit en Europe constituerait aussi vu de Pékin un atout**. Dans le même ordre d'idée, la couverture diplomatique qu'apporte la Chine à la Russie dans les circonstances actuelles (cf. crédibilisation du récit russe sur « l'agression de l'OTAN ») est indicative de l'attente chinoise d'une couverture diplomatique similaire de la part de la Russie dans l'hypothèse où la Chine se trouverait elle aussi dans une situation de conflit.

2 Une puissance pauvre ralliée à un capitalisme de guerre

2.1. DE LA RÉSILIENCE AU REBOND DE L'ÉCONOMIE RUSSE : L'ÉTONNEMENT

Ce qui frappe tous les observateurs, c'est bien entendu la résilience, voire une forme de rebond de l'économie russe. Ainsi, malgré neuf paquets de sanctions de l'Union Européenne (treize depuis¹⁴), la contraction du PIB russe a été relativement modérée (-2,1 %) en 2022¹⁵, bien en deçà des scénarios catastrophes annoncés. Il est vrai que l'économie russe était alors en phase de rattrapage de la crise du Covid-19.

¹⁴ « Focus sur le 13e paquet de sanctions contre la Russie adopté le 23 février 2024 », Direction générale du Trésor.

¹⁵ « Infographie – Incidence des sanctions sur l'économie russe », Conseil européen.

La croissance a connu un important rebond en 2023 : elle serait proche de 3,6 % selon les chiffres russes (contre 3 % selon le Fonds Monétaire International¹⁶), résultant d'une relance budgétaire significative, d'un niveau resté élevé d'investissement, et d'une consommation en hausse. D'après les estimations du FMI, la croissance économique en Russie devrait atteindre 2,6 % en 2024. Cette projection a été revue à la hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport à la prévision d'octobre 2023 pour la même année, ce qui reflète un report de la croissance plus robuste que prévu en 2023. Il est également notable que les prévisions du FMI sont plus optimistes que celles de la Banque mondiale, **qui anticipait au début de janvier une croissance de 1,3 % en 2024**¹⁷.

De même, **les fondamentaux économiques demeurent relativement solides, avec un ratio dette/PIB de 21 %**, selon le FMI, **et un faible déficit de 1,9 % en 2023** (le ministère des Finances russe a annoncé une cible de moins de 1 % de déficit pour la période 2024-2026). **Cependant, les réserves** du Fonds national de richesse, actuellement utilisées pour absorber le déficit, **s'amenuisent rapidement**, représentant seulement 2,7 % du PIB au 1^{er} février 2024, comparé à 6,6 % avant le début de l'« opération spéciale »¹⁹.

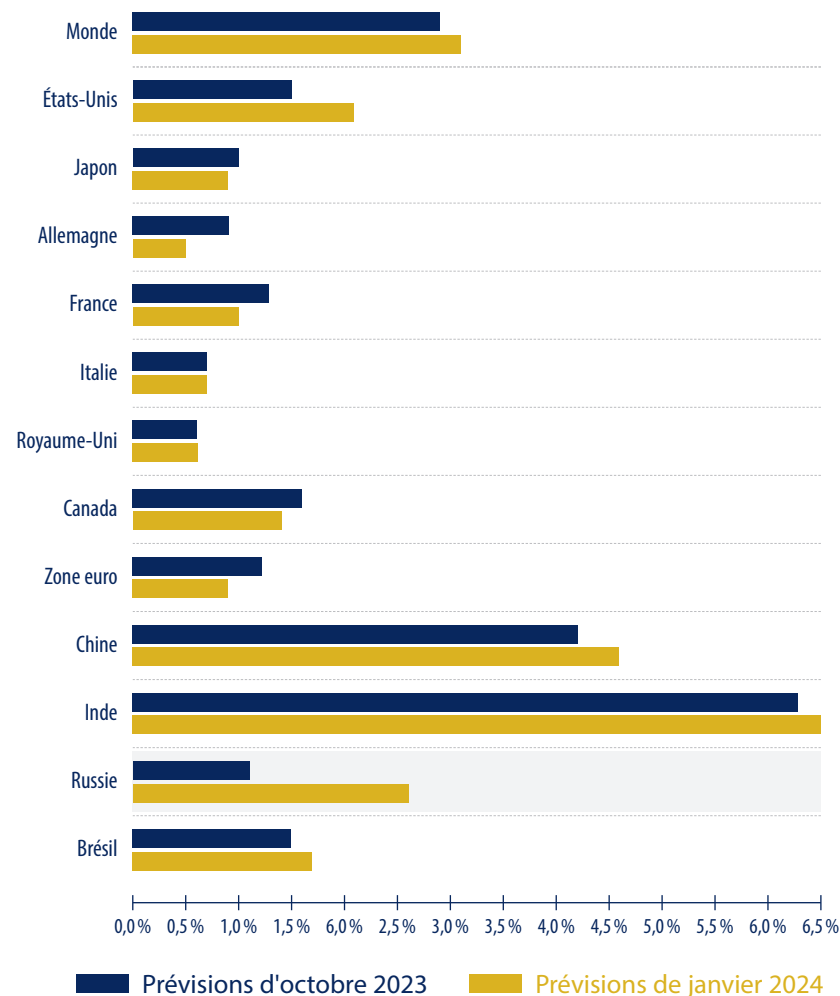
¹⁶ "World economic outlook update", International Monetary Fund, janvier 2024.

¹⁷ "Global Economic Prospects", World Bank, janvier 2024.

¹⁸ "Russia's federal budget deficit in 2024-2026 not to exceed 1% of GDP – Finance Minister", Russian News Agency, 20 novembre 2023.

¹⁹ "Federal Budget of the Russian Federation", The Ministry of Finance of the Russian Federation.

Graphique 1 : croissance attendue du PIB en 2024 en %



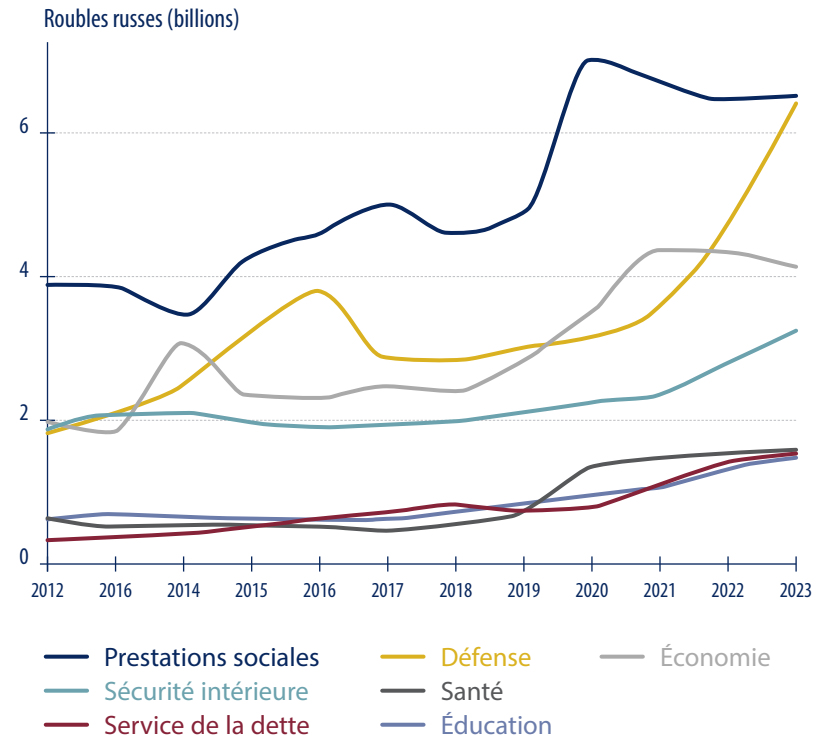
Source : "IMF raises Russia growth outlook as war boosts economy", Financial Times, 30 janvier 2024.

Pour **expliquer cette résilience, il faut sans doute faire appel à un faisceau d'explications** plutôt qu'à une seule.

D'abord, en notant qu'une partie de la croissance est en trompe-l'œil puisqu'elle est tirée par l'augmentation des dépenses militaires. Les dépenses de défense représenteront 6% du PIB de la Russie en 2024, contre 3,9% en 2023 et 2,7% en 2021²⁰. Celles-ci stimulent certes un certain nombre de secteurs liés à la défense et contribuent à la hausse nominale des salaires (bien que le niveau de vie réel continue de baisser) et donc à la consommation, mais elles n'ont pas l'effet multiplicateur des investissements productifs.

²⁰ "Russian Plans Huge Defense Spending Hike in 2024 as War Drags", Bloomberg, 22 septembre 2023.

Graphique 2 : budget de la Russie 2012 - 2023



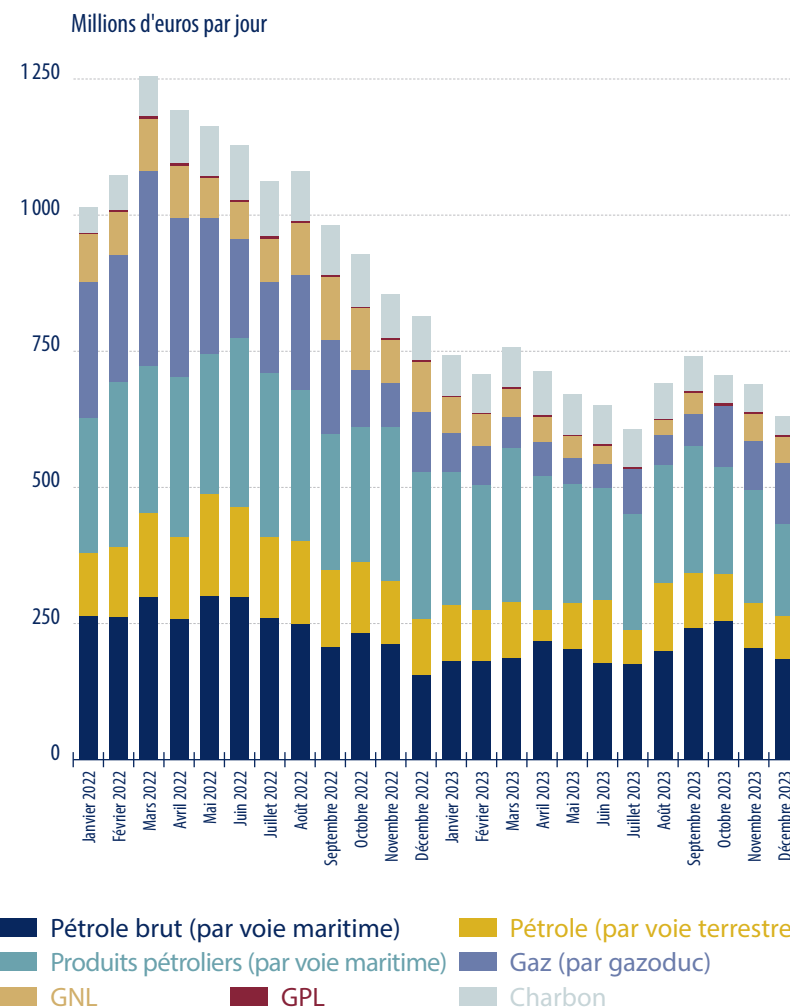
Source : "IMF raises Russia growth outlook as war boosts economy",
Financial Times, 30 janvier 2024.

La principale clé de la bonne tenue de l'économie russe réside cependant dans l'adaptation rapide du commerce extérieur du pays au nouvel environnement créé par les sanctions. Le remplacement des partenaires traditionnels de la Russie – principalement l'Union Européenne – par de nouveaux – essentiellement la Chine et l'Inde, a pu se faire en quelques mois. C'est là, bien sûr, une conséquence du caractère

« archaïque » d’une économie centrée sur les énergies. Ainsi, **les exportations russes étaient à la fin de l’année 2023 à un niveau proche de 2019**. De même, **les stratégies de contournement des sanctions** par le transit des biens par des pays tiers a en partie réduit leur efficacité. Dans un premier temps, en outre, **le niveau élevé des cours du pétrole** a permis à la Russie, malgré le « plafond de prix » décidé par le G7, de gonfler ses recettes (chiffre astronomique des recettes pétrolières atteint en 2022) ; dans un second temps, et là encore en raison du niveau des prix sur le marché, les recettes provenant des hydrocarbures ont baissé mais pour remonter en fin de période.

En outre, si les hydrocarbures représentent un élément majeur des exportations russes (en fait disproportionné : en 2022, les recettes dites pétrolières et gazières représentaient 41,6 % de ses revenus totaux – 35,8 % en 2021 – soit près de 11,56 billions de roubles²¹), la crise actuelle a révélé qu’au cours des dernières années, la Russie est aussi devenue **un acteur majeur du marché international des céréales et des engrais, du charbon et des métaux**, qui sont en forte demande dans le monde. La Russie a ainsi exporté 59 millions de tonnes de céréales entre juillet 2022 et juin 2023, en dépit des entraves mises en place par les Occidentaux. Un constat similaire peut être fait, après une baisse en 2021-2023, pour les engrais.

Graphique 3 : les recettes d’exportation des combustibles fossiles de la Russie



²¹ B. Hilgenstock et al., “Russian Oil Exports Under International Sanctions”, KSE Institute, 26 avril 2023.

Source : “Monthly analysis of Russian fossil fuel exports and sanctions”, CREA, 14 février 2024.

Parmi les autres facteurs explicatifs, deux autres méritent d'être soulignés, qui sont relatifs d'une part au **changement de culture du tissu économique russe** depuis des années et d'autre part à la **bonne gestion de la Banque centrale** et des « libéraux systémiques ». Ces deux facteurs ont beaucoup joué pour permettre à la Russie de soutenir le choc des sanctions. Sur le premier point, tous les témoignages que nous avons recueillis confirment une **flexibilité des entrepreneurs** qui contraste avec les premières années de la Russie post-soviétique. Cette caractéristique était connue des observateurs de l'économie russe. Elle trouve à se déployer dans les circonstances adverses actuelles. On nous parle notamment de **circuits d'importations passant par des pays intermédiaires – Kazakhstan, Turquie, États du Golfe** – fût-ce avec des surcoûts élevés. D'un point de vue sociologique, la masse, il est vrai imposante, des conglomérats d'État occulte une myriade de petites ou moyennes entreprises qui vivent largement par elles-mêmes. L'une des leçons importantes de la situation actuelle, pour nos interlocuteurs dans les milieux économiques, réside dans **la capacité des milieux économiques des grandes villes à chercher à résoudre leurs difficultés sans recourir à l'État**.

Sur le second point, le cumul d'une **baisse des importations** et d'une **hausse de la consommation et des dépenses** de l'État, sans compter une raréfaction de la main d'œuvre (3 % de chômage²²) **ont entraîné une surchauffe de l'économie et une tendance inflationniste** forte qui s'élevait en février 2024 à 7,4 %²³ (contre 10,2 % à l'automne 2023). Un pilotage compétent de la Banque centrale – qui s'est traduit par des taux d'intérêt élevés, à 16 % par an²⁴ – a permis un maintien des grands équilibres. De même, et contrairement aux attentes, l'exclusion de Swift des échanges russes avec l'étranger et le gel d'une partie des avoirs russes à l'étranger n'a pas entraîné de dérive majeure de la balance des paiements

²² *Federal State Statistics Service.*

²³ *"Bank of Russia keeps the key rate at 16.00% p.a.", Bank of Russia, 16 février 2024.*

²⁴ *"Bank of Russia keeps the key rate at 16.00% p.a.", Bank of Russia, 16 février 2024.*

ou de crise de financement. C'est peut-être là aussi le reflet des « *lessons learnt* » à la suite des vagues de sanctions de l'après annexion de la Crimée en 2014.

À noter cependant que la chute de la valeur du rouble a contribué à la baisse des importations et au renchérissement des exportations. **À terme**, compte tenu de la raréfaction des possibilités de refinancement sur les marchés internationaux, **le système bancaire russe se trouvera de plus en plus exposé**. Pour l'instant, non seulement il n'a pas connu de crise majeure, mais il a prospéré. Cette situation pourrait toutefois se retourner dans les prochains mois ou les prochaines années. Sur le plan politique, la gestion rigoureuse des responsables économiques (« libéraux systémiques ») leur vaut une impopularité très grande dans les milieux économiques et autres, y compris des conglomérats aux mains de proches de Vladimir Poutine.

2.2. DES FAILLES NÉES DE FORTES DÉPENDANCES ET DE CHOIX POLITIQUES

Cette première série de constats ne doit pas dissimuler les failles qui risquent de s'élargir au fil des mois ou des années à venir. Tout d'abord, la résilience de l'économie russe confirme que ce qui constitue sa force représente aussi sa principale faiblesse, à savoir sa dépendance aux hydrocarbures et, dans une moindre mesure, **à l'exportation de matières premières**. Le caractère « primitif » de sa structure lui a permis de bien résister aux sanctions occidentales ; cependant, cela devrait être son talon d'Achille dans les années à venir. Dans les prochaines années, la santé économique du pays continuera d'être tributaire des cours du pétrole et du gaz.

Par ailleurs, dans l'immédiat, des pans entiers de l'industrie russe sont touchés par le sevrage – fût-il relatif – de l'apport des technologies occidentales. C'est notamment le cas des industries de l'information, où la

carence d'apports technologiques de l'Occident a eu un effet très rapide; ainsi que dans l'industrie électro-énergétique, en raison de sa dépendance à des turbines cruciales pour lesquelles la Russie manque de capacités internes. Dans le même ordre d'idée, l'industrie automobile russe est sinistrée : dans les villes comme dans les campagnes, ce sont des **véhicules chinois qui se sont substitués aux véhicules d'origine occidentale, tandis que les ventes de véhicules russes se sont effondrées**.

Pour l'avenir, la plupart des économistes estiment que c'est sur le « cœur du réacteur » c'est-à-dire **les capacités d'extraction des hydrocarbures, que la carence d'investissements et d'apports technologiques venus de l'Ouest devrait lourdement handicaper l'économie russe**. Selon cette analyse, **les Chinois hésitent à ce stade à investir** et ne disposeraient pas des technologies nécessaires pour la mise en exploitation de champs pétroliers d'accès plus difficile alors que les champs actuels commencent à s'épuiser.

Sur ce tableau d'ensemble, se greffent un certain nombre de signaux qui eux aussi invitent à la sobriété quant à un avenir radieux – tel que décrit par Vladimir Poutine dans son discours sur l'état de la nation du 29 février 2024²⁵ (« *la Russie, 4^e économie du monde* ») – pour l'économie russe. Ainsi l'excédent du compte courant de la Russie a chuté de 10 % à 1 %²⁶, en raison de la **baisse des revenus d'exportations et des dépenses massives liées à la guerre**. La hausse des taux provoquée par l'inflation est pour l'instant compensée par une injection massive d'argent de l'État dans l'économie. Combien de temps cela peut-il durer ? Dans le même ordre d'idée, des **disparités régionales se creusent**, avec une croissance économique principalement observée dans les régions fortes en industries militaires (l'Oural et la Russie centrale), qui connaissent des taux de croissance dépassant 10 % à 15 %. À l'inverse, des baisses substantielles

²⁵ « *President Vladimir Putin delivers his annual State of the Nation address* », 29 février 2024.

²⁶ Entretien, conduit par les auteurs, octobre 2023.

sont constatées dans le Nord-Ouest, avec des régions forestières (Carélie, Arkhangelsk, Komi) enregistrant des chutes de 15 %, et la région de Yamal subissant un déclin de 8 %²⁷ en raison de la baisse de l'extraction de gaz naturel.

La période électorale entraîne habituellement une augmentation des dépenses sociales, ce qui a été beaucoup moins le cas pour les élections présidentielles de cette année (pour « l'événement électoral », comme l'on dit dans l'intelligentsia russe, qui appelle à ne pas confondre la réélection organisée de Poutine avec un vrai scrutin électoral). La priorité a été donnée aux salaires (élevés) des conscrits et à l'indemnisation des familles des soldats morts sur le front. Le président russe a signé un décret octroyant une aide financière de 5 millions de roubles (soit 68 800 dollars) aux familles des soldats russes décédés pendant le conflit en Ukraine et une somme de 3 millions de roubles (environ 41 300 dollars) sera allouée aux soldats blessés ou traumatisés depuis le début du conflit, le 24 février 2022²⁸. Les déclarations du ministre des Finances, M. Silouanov – bon représentant des technocrates économiques – insistent sur le fait que **les dépenses de l'État doivent désormais s'inscrire dans une hiérarchie des priorités privilégiant les besoins militaires et la restructuration de l'économie sur les besoins du peuple**. Pour la première fois depuis le début des années 2020, **le montant des dépenses militaires dépasse cette année celui des dépenses sociales**.

S'agissant des comptes des ménages, il est remarquable que la consommation a plutôt augmenté – de manière contre-intuitive en période de guerre – contribuant ainsi dans une mesure non négligeable à la bonne tenue de l'économie. Toutefois, pour l'avenir, certains indicateurs laissent présager un fléchissement : ainsi l'endettement des ménages (ratio de prêts non remboursés par rapport au revenu annuel moyen en forte croissance) ou l'augmentation des biens immobiliers non vendus. Selon

²⁷ Entretiens, conduits par les auteurs, septembre 2023.

²⁸ « *Putin signs decree to pay families of Russian soldiers killed in Ukraine war* », Anadolu, 4 janvier 2023.

certaines sources, entre 55 % et 77 % des appartements neufs dans les villes russes de plus d'un million d'habitants ne trouveraient pas pre-neurs²⁹.

Enfin, aux yeux des économistes, le facteur le plus important qui obère l'avenir de l'économie russe réside dans la **baisse quantitative et qualitative du capital humain**. Les pertes subies au combat contribuent à la dégradation de la démographie – nous y revenons dans le chapitre suivant de cette note – de même que la quasi-interruption de l'apport de main d'œuvre venant des pays du Caucase, par crainte des rafles pour fournir des soldats à l'armée ainsi qu'en raison de la baisse du niveau de vie. De manière plus structurelle, la « **fuite des cerveaux** » devrait sérieusement peser sur la capacité de la base industrielle russe à suivre le rythme du progrès technologique. Les chiffres des émigrés de la fin 2022, après la mobilisation partielle décrétée par M. Poutine, font l'objet de débats (environ un million de personnes, mais avec un taux de retour au pays difficile à évaluer), mais ils dessinent une tendance, que l'on peut observer dans nos contacts : la Russie est de moins en moins attractive pour ses élites les plus innovantes.

Allant dans le même sens, **la chape de plomb politique s'abattant sur les universités et les centres de recherche**, la raréfaction des contacts avec les Occidentaux, la démoralisation des chercheurs et d'autres facteurs de ce type vont rapidement affecter les capacités de R&D du pays.

2.3. L'ÉMERGENCE D'UN CAPITALISME DE GUERRE

L'image qui prévaut au moment où cette note est rédigée est celle d'une **transition de la Russie vers une économie de guerre**. Il nous semble que cette image ne correspond qu'à une partie de la réalité. Certes, le

²⁹ Entretiens, conduits par les auteurs, janvier 2024.

budget de la défense atteint maintenant 6 % du PIB (8 % pour l'ensemble des dépenses de sécurité) – ce qui reste de l'ordre de ce qu'était le budget de la défense français, par exemple au moment de la guerre d'Algérie (il est vrai dans une période de forte croissance); certes surtout, ce chiffre contraste avec la difficulté des Européens à mobiliser leur propre industrie de défense. Il est clair aussi que les dépenses militaires – et les dépenses publiques en général – sont aujourd'hui le moteur de la croissance en Russie. Cependant, il semble difficile de parler d'économie de guerre si l'on entend par là une mobilisation de tous les facteurs de production au seul service des besoins d'un effort militaire.

C'est pourquoi il nous paraît plus éclairant de **retenir le concept de capitalisme de guerre qu'utilisent certains économistes russes eux-mêmes**³⁰. Cette expression rend mieux compte du fait que le jeu du marché continue de s'appliquer – avec des acteurs, comme on l'a déjà noté, agiles à s'adapter – mais qu'il est faussé par un interventionnisme de l'État grandissant et à finalité de plus en plus politique. La « commande manuelle » de l'économie chère à M. Poutine s'appesantit; elle ne vise pas uniquement à fournir plus d'armes aux militaires, elle nourrit des ambitions plus larges de maintien d'une économie forte pour participer à la compétition des nations.

Dans la vie quotidienne, nos interlocuteurs décrivent une **immixtion accrue des organismes de l'État, une dégradation du respect de la propriété, un déni de plus en plus prononcé des droits des acteurs économiques étrangers** (expropriations et annulations de dettes), une **centralisation des décisions** – accompagnée d'un arbitraire accru – entre les mains du chef de l'État lui-même et de son entourage. Dans certaines régions, on observe des vagues de « dé-privatisation ». Selon certaines sources, le gouvernement russe s'apprêterait aussi à développer un programme de « *de-offshorisations* » de grandes sociétés russes³¹.

³⁰ Par exemple Vladislav Inozemtsev, « *Guerre d'Ukraine : où en est l'économie russe ?* »; *Politique étrangère*, décembre 2023.

³¹ *The Bell*, 8 mars 2024.

Dans cette orientation, sinon vraiment nouvelle, du moins considérablement amplifiée par la guerre, **l'objectif est de changer l'insertion de la Russie dans l'économie mondiale, en coupant les liens avec l'Occident et en la redéployant vers l'Est et le Sud global.** L'économie russe était déjà assez peu impliquée dans les chaînes de valeur internationales, sauf en receveur de produits et de technologies venant d'ailleurs ; de ce point de vue, c'est essentiellement la Chine qui va devenir la principale source de substitution ; tout en donnant une grande place à l'armement, le capitalisme de guerre visera à structurer la relation avec la Chine tout en opérant un redéploiement au-delà de celle-ci – vers le Sud global – pour les hydrocarbures et les matières premières, ainsi que pour les rares créneaux où la Russie reste attractive sur le plan industriel (ventes d'armes, nucléaire et spatial).

2.4. QUELS SCÉNARIOS ?

- a. Sur le plan économique, le scénario d'une puissance pauvre en déclin

En dépit des sanctions – et sans minimiser leur impact – **un effondrement de l'économie paraît désormais peu probable.** Le scénario à privilégier est celui de la prévalence d'une « puissance pauvre » avec toutefois une dégradation de son statut s'étalant sur plusieurs années.

Dans un premier temps, l'économie russe peut continuer sur sa lancée grâce à une certaine conversion de son économie vers l'Est et le Sud global et éventuellement une relève de ses ressources en hydrocarbures par des ressources minières. Sur le premier point, on a assisté à une forte augmentation des échanges avec la Chine, qui ont atteint 190 milliards de dollars en 2022, soit une augmentation de 30%. Les échanges entre les deux pays ont atteint un niveau record en 2023 : ils se sont ainsi élevés à 240,1 milliards de dollars de biens et services selon les Douanes chinoises,

en hausse de 26,3% sur l'année précédente³². La part du yuan dans les transactions commerciales extérieures de la Russie a considérablement augmenté, passant de 0,5% à 16% en un an³³. On peut considérer qu'à terme, **la logique actuelle pousse à une intégration grandissante des économies russe et chinoise, sur la base d'un échange de matières premières et d'hydrocarbures contre technologie et biens de consommation.**

S'agissant de l'Inde, les exportations de pétrole russe ont considérablement augmenté, représentant désormais 35 à 40% de l'approvisionnement en pétrole brut du pays, contre 5% avant la guerre³⁴. De plus, la croissance des exportations d'articles d'ingénierie de l'Inde vers la Russie s'est accélérée, avec une hausse de 88% en 2023 par rapport à l'année précédente. Les exportations totales de l'Inde vers la Russie ont augmenté de 46,2% d'une année sur l'autre pour atteindre 2,7 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de l'exercice fiscal 2023/24 se terminant en mars, tandis que les importations ont augmenté de 54,8% pour atteindre 40,5 milliards de dollars pendant la même période³⁵. Actuellement, les avoirs en monnaie indienne s'accumulent dans les établissements russes, sans emploi évident pour l'instant, tandis que le yuan devient de facto la monnaie de référence pour une partie croissante du commerce russe.

Sur le second point – les ressources minières – la production russe représente actuellement 14% de la production mondiale de minerais³⁶. La Russie a depuis des années poursuivi une politique minière ambitieuse pour élargir ses sources de revenus, les diversifier et réduire sa **dépendance**

³² « Commerce extérieur : en 2023, la Chine a renforcé ses liens avec la Russie et pris ses distances avec les États-Unis », *Les Echos*, 12 janvier 2024.

³³ « Sous les ors du Kremlin, Vladimir Poutine et Xi Jinping célèbrent une amitié tout en ambiguïtés », *Les Echos*, 20 mars 2023.

³⁴ Vladimir Soldatkin and Olesya Astakhova, « Russia exports almost all its oil to China and India », *Reuters*, 27 décembre 2023.

³⁵ « Rupee payments double value of India's engineering exports to Russia », *Reuters*, 31 janvier 2024.

³⁶ Florian Vidal, « La stratégie minière russe : ambitions géopolitiques et défis industriels », avril 2023.

aux hydrocarbures. Jouissant d'une forte intégration dans le marché mondial des métaux et minerais, elle dispose sur ce créneau d'un avantage stratégique rendant difficile l'adoption de sanctions contre l'ensemble de ce segment.

Cependant, la difficulté de la Russie à garder une industrie performante, pour les raisons qui ont été indiquées (principalement : manque de technologie et fuite des cerveaux) devrait avoir un effet progressif de dégradation du PIB. Certains parlent d'une **tendance à la désindustrialisation du pays et d'une baisse à terme de son PIB**. Cette tendance serait renforcée s'il y avait une poursuite de la concentration des efforts sur les capacités de défense – ce qui apparaît probable à régime inchangé. On parvient ainsi à la courbe **d'une Russie restant une puissance, grâce à ses ressources naturelles** actuelles et éventuelles futures (minerais), grâce éventuellement au maintien de certains points forts comme le nucléaire, mais une puissance « pauvre » selon la formule consacrée, **de plus en plus pauvre faute de trouver de nouveaux pôles de croissance, et donc déclinante**.

Certains économistes envisagent également un **scénario alternatif construit autour d'une crise conjoncturelle plongeant l'économie dans une débâcle**.

L'effet différé des sanctions n'est-il pas en effet en mesure de casser la trajectoire que nous venons de décrire, celle d'une puissance pauvre ne s'affaiblissant que dans la durée ? C'est le calcul que font encore des responsables de cette politique que nous avons consultés : il est possible en effet que les mesures qui ont permis aux Russes de contrer l'effet des sanctions s'enrayent dans les mois à venir, notamment sur le plan financier ; un interlocuteur russe bien informé nous a indiqué que les dirigeants russes eux-mêmes imaginaient en février 2022 que les choses deviendraient pour eux difficiles au bout de trois ans et insoutenables au bout de cinq.

Ce scénario alternatif se heurte toutefois à un contre-argument majeur : le pouvoir russe a eu le temps de se préparer pour amortir le choc d'une éventuelle crise ; une crise peut intervenir dans les prochains mois, mais sans que son effet soit pour autant décisif.

b. Sur un plan géoéconomique : le pivot vers le Sud global, paramètre structurant pour l'avenir du capitalisme de guerre russe

Le paramètre structurant de l'avenir du capitalisme de guerre russe devrait être **la capacité de la Russie à s'imposer comme une puissance « semi-globalisée »**, dont la prospérité reposerait surtout sur la reconversion de son économie vers l'Est et le Sud global. À ce stade, la **possibilité d'une intégration des économies russe et chinoise apparaît clairement** (sous forme en réalité d'une quasi-satellisation de la première par la seconde) ; s'il est plus difficile d'imaginer une dynamique de co-développement avec d'autres économies, c'est en raison de l'absence de complémentarité entre celles-ci et l'économie russe : il s'agit aussi le plus souvent d'économies centrées sur l'exploitation de matières premières et souvent affaiblies de surcroît par des problèmes de corruption et de gouvernance. Actuellement, la part du « non-matières premières » dans les exportations russes est de l'ordre de 10 % (ventes d'armes, nucléaire et spatial) : il est douteux que cela puisse permettre un grand essor avec les pays du Sud, d'autant que le « poste ventes d'armes » paraît être entré en crise (effondrement des ventes cette année³⁷, consécutive sans doute à l'image négative du matériel russe projetée par la guerre en Ukraine³⁸).

³⁷ *“European arms imports nearly double, US and French exports rise, and Russian exports fall sharply”, SIPRI, 11 mars 2024.*

³⁸ *Yurii Poita, “Up in Arms: Is Russia Losing the Indian Arms Market”, Expressions by Montaigne, 7 juin 2022.*

Sauf si ce diagnostic était démenti, ce paramètre devrait confirmer notre proposition : **une économie qui ne coule pas, du fait de la «rente» des richesses naturelles** du pays, mais une économie qui **s'affaiblira progressivement** en raison de la difficulté à sortir de cette rente.

3 Un lourd handicap démographique

3.1. UNE TENDANCE DOMINANTE : LE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE PROPRE AUX RUSSES

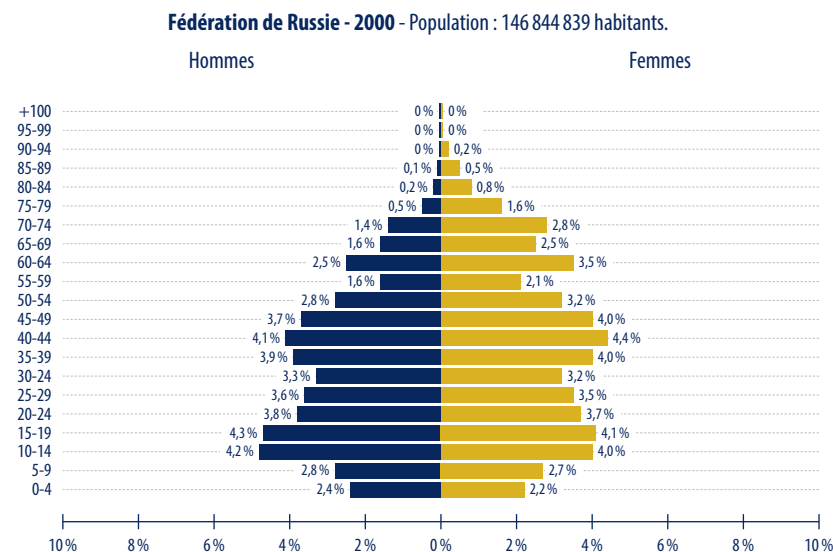
Vladimir Poutine exprime à intervalles réguliers (cf. sa dernière conférence de presse³⁹) son **obsession à l'égard du déclin démographique de son pays**. Dans son esprit, la puissance d'un État est directement liée à la taille de sa population. Toutes les mesures qu'il a prises pour corriger la tendance de fond au déclin se sont jusqu'ici révélées vaines.

Le profil démographique de la Russie a ceci de particulier qu'il cumule une **baisse de la natalité commune aux pays développés** et des caractéristiques propres : **structure de la pyramide des âges marquée par l'Histoire, alcoolisme masculin élevé, mariages précoces et taux de divorce très important, système de santé déficient**.

Rappelons ici quelques caractéristiques de ce profil démographique :

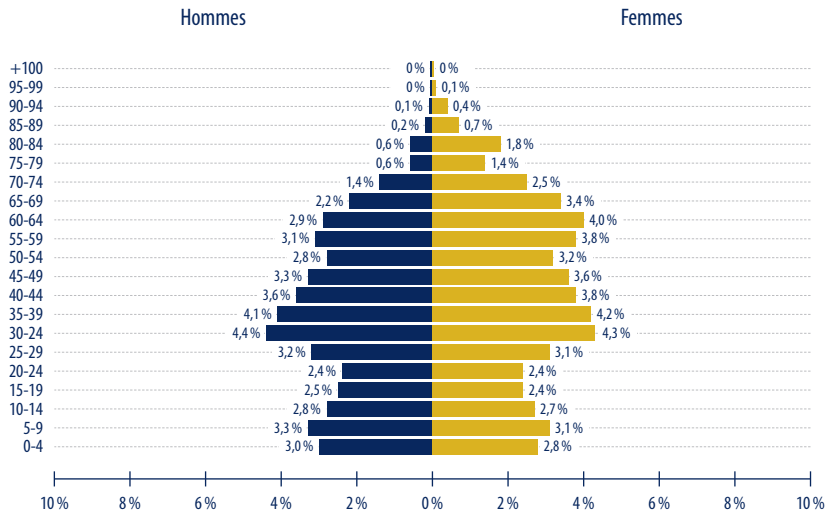
- Le pays a enregistré son **pic démographique en 1994** avec 149 millions d'habitants, mais depuis lors, sa population est en déclin constant. En 2021, le nombre d'habitants est tombé à 146 millions selon les données de l'ONU (excluant les 2,4 millions de personnes de Crimée, annexée par la Russie en 2014 et incorporée à ses chiffres nationaux).
- Le **vieillessement de la population** est notable, marqué par une diminution des jeunes adultes. Par exemple, le groupe d'âge de 20 à 24 ans, né immédiatement après l'effondrement de l'URSS, ne représente désormais que moins de 5% de la population totale. Ce choc démographique a entraîné une baisse significative de la fécondité.

Graphique 4 : pyramides des âges et des sexes



³⁹ "President Vladimir Putin delivers his annual State of the Nation address", 29 février 2024.

Fédération de Russie - 2020 - Population : 145 617 328 habitants.



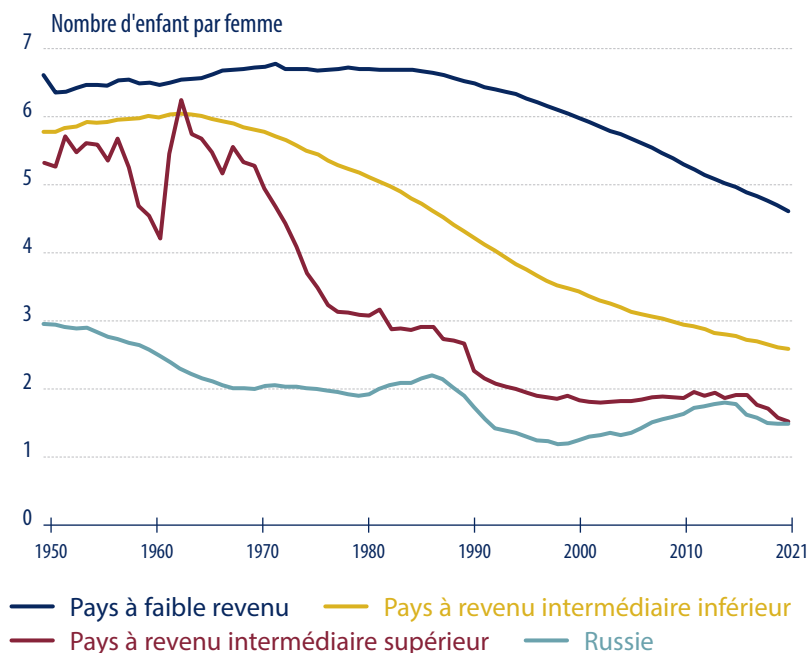
Source : *Population Pyramids of the World from 1950 to 2100*.

Le **taux de fécondité**, composante essentielle de la dynamique démographique, est depuis longtemps **en deçà des niveaux de remplacement**, avec une moyenne d'environ 1,5 enfant par femme.

Une des principales raisons de cette situation réside dans l'effondrement démographique survenu immédiatement avant et après la chute de l'Union soviétique. Les tendances du mariage et du divorce jouent également un rôle, avec des mariages précoces (en 2022, l'âge moyen au premier mariage de 23,2 ans pour les femmes et de 25,4 ans pour les hommes) et une augmentation des taux de divorce (entre 2018 – 2020, 900 000 mariages par an contre 600 000 divorces). Ainsi, le contexte dans lequel naissent les enfants repose sur une population relativement plus jeune que dans les pays développés, qui diminue comme mentionné précédemment.

La fertilité devrait continuer de diminuer en raison de la baisse du nombre de femmes, similaire à celle observée dans les années 1990. De plus, les revenus moyens sont inférieurs à ce qu'ils étaient il y a dix ans, ce qui influe sur la volonté des familles de procréer. Alexeï Rashka, ancien de Rostat et démographe russe faisant autorité, souligne que, en Russie, la fertilité pour le deuxième et le troisième enfant dépend fortement du niveau de revenus des familles.

Graphique 5 : taux de fécondité total en Russie, 1950 - 2020⁴⁰



Note : l'indice synthétique de fécondité est le nombre d'enfants nés d'une femme si elle vivait jusqu'à la fin de ses années de procréation et donnait naissance à des enfants aux taux de fécondité actuels par âge.

Source : Nations Unies, *World Population Prospects (2022)*.

S'agissant de **la mortalité, c'est l'un des points les plus sombres du bilan** démographique russe, avec une **espérance de vie moyenne de 64 ans** pour les hommes (l'espérance de vie à la naissance des hommes russes est passée de 68,8 en 2019 à 64,2 en 2021) et de 75 ans pour les femmes⁴¹.

Les maladies cardiovasculaires représentent les principales causes de décès, largement attribuables à la consommation excessive d'alcool et au tabagisme⁴² (250 000 Russes décèdent chaque année des suites du tabagisme, et entre 150 000 et 200 000 des suites de la consommation excessive de vodka). L'impact de la pandémie a été particulièrement sévère, avec un nombre de décès réels estimé entre 1,4 et 1,6 million⁴³, dépassant largement les chiffres officiels. La Russie aurait ainsi enregistré le plus grand nombre de décès dus au Covid-19 au monde après l'Inde, avec le taux de mortalité le plus élevé, variant entre 850 et 1 100 décès pour 100 000 habitants⁴⁴.

Les politiques mises en œuvre jusqu'ici pour corriger la dégradation de la démographie russe se sont révélées inefficaces. Selon des experts comme Alexeï Rashka, elles témoignent à la fois d'un manque flagrant d'expertise et d'une insuffisance de moyens (la Russie ne consacre que 0,3 % de son PIB à la politique démographique, contre 3,5 - 4 % en France).

En conséquence, **la jeunesse russe**, particulièrement les adultes âgés de 20 à 30 ans, constitue la base démographique de l'économie du pays. Or, elle apparaît aussi comme **le groupe le plus vulnérable aux répercussions de la guerre.**

⁴⁰ Roser M. "Fertility Rate". *Our World Data*. December 28, 2023.

⁴¹ "Life expectancy at birth, female (years)" – Russian Federation. *World Bank Open Data*. 2021.

⁴² "Leading causes of deaths in Russia 2022". *Statista*. 2023.

⁴³ Kobak D. *Excess Mortality Reveals Covid's True Toll in Russia*. Significance. 2021.

⁴⁴ "Tracking covid-19 excess deaths across countries", *The Economist*, 20 octobre 2021.

3.2. LES CHOCS IMMÉDIATS DUS À LA GUERRE : MORTALITÉ ET MIGRATIONS

Nous nous aventurons sur un terrain particulièrement incertain en raison du manque de fiabilité des données disponibles. Tentons cependant un bref bilan provisoire.

Après la « mobilisation partielle » en 2022, des divergences dans les chiffres officiels de déploiement ont été rapportées. Selon certains médias russes tels que Mediazona, environ 500 000 personnes auraient été mobilisées⁴⁵, mais les chiffres officiels indiquent 318 000 déploiements⁴⁶. Il faut donc rester prudent dans les appréciations. Ce qui est clair cependant, c'est que la mobilisation cible principalement les jeunes hommes des régions périphériques de la Russie⁴⁷.

Des enquêtes indépendantes menées par Meduza ou Mediazona indiquent un nombre de décès potentiellement beaucoup plus élevé (44 650 décès rapportés en février 2024⁴⁸) que les chiffres officiels (Sergueï Choïgou a déclaré qu'environ 5 000 personnes du côté russe avaient perdu la vie en 2022. Les pertes militaires russes depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022⁴⁹ comprennent jusqu'à **120 000 décès, selon les estimations américaines**⁵⁰ rendues publiques en août. Alexeï Rashka relève qu'en tout état de cause **le bilan militaire est lourd, inédit depuis 1945**. Il observe aussi qu'à l'échelle de la population, cela **reste marginal**

⁴⁵ Zaharov S, Davidov S. *Fact-checking: how many Russians were mobilized?* HSE Expert.

⁴⁶ "Why 318 thousand?" *Putin named the number of Russians mobilized for the war*. BBC News Russia. 4 novembre 2022.

⁴⁷ "He has children, no higher education, about 35 years old. The Ministry of Defense described the social portrait of the mobilized". *Fontaka*. 27 décembre 2023.

⁴⁸ "Russian casualties in Ukraine". *Mediazona count updated*. Mediazona, 15 février 2024.

⁴⁹ *Shoigu called losses among Russian military personnel during a "military operation"*. Forbes, 21 septembre 2022

⁵⁰ "Troop deaths, injuries in Ukraine war nearing 500,000 – NYT citing US officials", *Reuters*, 18 août 2023.

et aura dans un premier temps un effet minimal. C'est dans le long terme que la guerre peut avoir un impact plus important, avec un effet sur la fertilité plus fort mais surtout sur les flux migratoires.

Selon Forbes⁵¹, environ **700 000 personnes ont quitté la Russie** dans les deux premières semaines après la « mobilisation partielle » en 2022. Les démographes russes font état d'une émigration à titre permanent de 150 000 Russes (voire moins), compte tenu du nombre élevé des « retours⁵² ». Pour prendre la mesure de l'importance de la vague migratoire, il faut se souvenir que la grande majorité des Russes ont peu d'expérience en matière de voyage international, comme le révèle une enquête réalisée en 2022 par le *Public Opinion Fund* – 69 % des Russes n'avaient jamais voyagé en dehors de leur pays⁵³.

Un nombre notable des « nouveaux émigrés » ont rencontré des difficultés d'intégration sociale et professionnelle dans leurs pays d'accueil (par exemple : problèmes financiers dus au blocage des cartes bancaires russes et barrières linguistiques, étant donné que seulement 5 % des Russes maîtrisent couramment l'anglais⁵⁴). Beaucoup ont donc choisi de retourner en Russie. On rencontre maintenant dans les villes russes des ex-exilés de retour qui ont décidé de s'intégrer en dissimulant leurs véritables opinions.

Enfin, Alexeï Rashka souligne que si la guerre se prolonge, davantage d'hommes et de familles partiront. De plus, si la situation économique se détériore, moins de travailleurs en provenance des anciens pays soviétiques, notamment d'Asie centrale, viendront en Russie.

⁵¹ *"About 700,000 citizens left Russia after September 21st"*. Forbes. 4 octobre 2022.

⁵² *"How many people left Russia because of the war? Will they ever come back? Can this be considered another wave of emigration?"*, Meduza, 7 mai 2022.

⁵³ *Domestic tourism*. Public Opinion Fund, 2 août 2022.

⁵⁴ *"Foreign language: a promising investment?"* Russia Public Opinion Research Centre VCIOM, 30 septembre 2019.

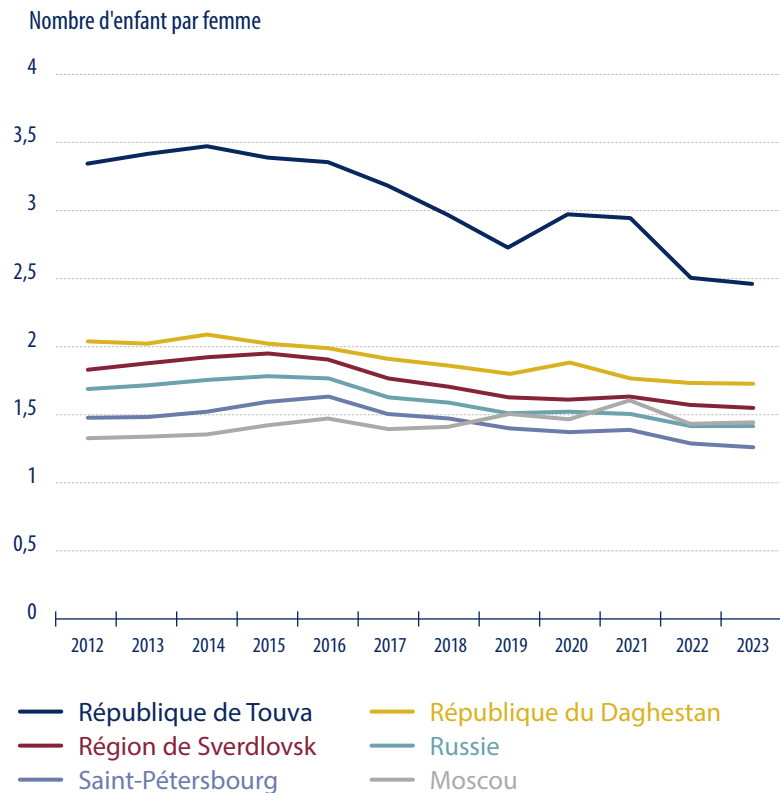
3.3. LES CONSÉQUENCES À TERME : FÉCONDITÉ, DÉFIANCE ET DÉPRESSION

Concernant la fécondité et la dynamique de la population, dès le début de la guerre, **les statistiques de Rosstat ont signalé une baisse de 5 % des naissances** au premier trimestre 2022 par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'inscrit dans une accélération du déclin démographique déjà perceptible au moment de la crise du Covid, touchant à la fois les régions aisées, dites « occidentalisées », et les régions pauvres de l'Est du pays⁵⁵. Le phénomène a pu être observé même dans des régions traditionnellement à forte fécondité comme la Tyva, où des facteurs tels que les influences religieuses et l'accès limité à la contraception jouent un rôle.

Pour Alexei Rashka, ce serait **l'incertitude sur les perspectives économiques – comme dans les années 1990 – qui serait à l'origine de cette baisse**. Plus généralement, ce serait une baisse de « confiance dans l'avenir qui serait en cause ».

⁵⁵ *Total fertility rate*. Federal Statistics. Publié en 2023.

Graphique 6 : taux de fécondité total dans des régions sélectionnées



Source : *Total fertility rate. Federal Statistics. Publié en 2023.*

La société russe connaît **une grande inégalité sociale : les 10 % les plus riches de la population possèdent 50 % des richesses du pays**, cette disparité étant en croissance constante depuis des années.

La guerre provoque de ce point de vue des effets contrastés. Sur un plan objectif, elle entraîne une certaine redistribution des richesses favorable à la correction des inégalités. Une partie des classes moyennes urbaines souffre d'une diminution de son niveau de vie tandis qu'au contraire les familles pauvres des conscrits voient un véritable bond de leur pouvoir d'achat ; certaines régions périphériques, où se recrutent les soldats, connaissent donc une prospérité relative nouvelle, de même que les régions bénéficiaires des dépenses militaires.

Sur un plan subjectif, on peut penser qu'au moins dans les milieux les plus favorisés, un décalage apparaît entre différentes strates : les sanctions ont entraîné le gel des avoirs et des complications de visa, affectant principalement les classes moyennes et inférieures. Par contraste, l'élite aisée possède souvent plusieurs citoyennetés ; ses membres ont la possibilité de se relocaliser à l'étranger, voire dans certains cas sont en mesure d'exploiter des opportunités, comme le commerce illégal de biens sanctionnés.

De nombreux témoignages montrent une **augmentation des cas de dépression et une diffusion de la peur** dans la population russe.

Une étude réalisée en 2022 par Timofey Nestik, psychologue à l'Institut de psychologie de l'Académie des sciences de Russie, révèle que le groupe le plus vulnérable à la dépression est la cohorte des jeunes âgés de 18 à 24 ans⁵⁶. En janvier 2022, 54 % de ce groupe ont signalé des symptômes de dépression et 38 % ont signalé de l'anxiété. Ces chiffres ont considérablement augmenté depuis le début de la guerre, atteignant 77 % pour la dépression et 58 % pour l'anxiété à la mi-2022.

Élément crucial de la cohésion sociale, **la baisse de la confiance** peut être examinée selon deux dimensions : la confiance dans les institutions et la confiance générale entre les individus. En Russie, la confiance institutionnelle présente un tableau complexe, en particulier lorsque l'on considère

⁵⁶ *Depressive episode: what happens to the mental health of Russians. Tinkoff journal, 30 mars 2023.*

des sources comme le Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique (VTsIOM), connu pour son parti pris pro-gouvernemental, ce qui rend ses données sur la confiance politique et institutionnelle discutables⁵⁷.

Une tendance plus fiable se dégage lorsque nous examinons les niveaux de confiance personnelle, tels que capturés par l'Enquête mondiale sur les valeurs (WVS) et l'Enquête sociale européenne (ESS). Un indicateur clé utilisé dans ces enquêtes est le niveau d'accord avec l'affirmation « la plupart des gens peuvent être de confiance⁵⁸ ». Bien que cette mesure présente des limites, elle offre un moyen simple de comparer les niveaux de confiance entre les pays. La proportion de Russes adhérant à cette affirmation est structurellement relativement faible par rapport à d'autres pays, y compris des régimes autoritaires comme la Chine; elle est en déclin depuis 2015.

Un des signes frappants de l'affaiblissement de la confiance en Russie réside dans les fréquents conflits intergénérationnels, avec de nombreux cas de rupture de liens entre parents et enfants ou de relations tendues en raison de points de vue divergents sur la guerre⁵⁹.

Un autre indicateur encore plus significatif concerne **la montée de la violence**. Les recherches de NTechLab notent une augmentation de 18 % des vols dans les magasins sur trois mois en 2022 par rapport à l'année précédente⁶⁰. De même, le ministère de l'Intérieur a signalé une augmentation de 29,7 % des crimes liés aux armes au cours des dix premiers mois de 2022⁶¹. Bien que ces chiffres soient très parcellaires, ils suggèrent une tendance croissante à la violence et à la détérioration de la cohésion sociale.

⁵⁷ "How much can we trust Russian opinion polls on the war?" EUobserver, 22 mars 2023.

⁵⁸ Roser M., *Share of people agreeing with the statement "most people can be trusted"*. Our World Data.

⁵⁹ "After the announcement of mobilization, conflicts intensified in families. We found stories where it came down to curses". Holod, 24 septembre 2022.

⁶⁰ *The number of thefts in stores has increased over the past three months*. RBC. 15 mai 2022.

⁶¹ *In Russia, the number of crimes using weapons has increased by almost 30%*. RBC. 23 novembre 2022.

3.4. QUEL SCÉNARIO ?

Contrairement à ce que nous avons pu observer dans le chapitre précédent (l'avenir économique du pays), on ne peut pas vraiment distinguer un scénario majeur et une ou des alternatives à celui-ci; tout au plus peut-on **envisager un scénario – la poursuite du déclin démographique** – et des nuances au sein de celui-ci.

L'extrapolation des tendances actuelles dessine une **Russie dans laquelle le taux de mortalité et d'émigration dépasse durablement celui des naissances et de l'immigration**. La population russe serait vouée à **diminuer de manière significative**, atteignant 130 millions d'habitants d'ici le milieu du siècle⁶². Cette baisse démographique rapide, déjà inscrite dans les tendances actuelles, serait simplement aggravée par les effets à terme de la guerre, les bouleversements sociaux et l'exode des jeunes diplômés. Sur ce dernier point, tous nos interlocuteurs soulignent que le conflit ukrainien et le durcissement du régime qui l'accompagne devraient entraîner une fuite des cerveaux hors de la Russie, notamment dans le secteur des nouvelles technologies. Marginal sur le plan démographique, cet exode devrait en revanche avoir un impact significatif sur une économie déjà fragilisée par les sanctions.

Autrement dit, **la guerre serait le catalyseur d'une Russie non seulement plus pauvre, mais aussi plus petite (démographiquement) et moins éduquée**.

On peut imaginer que **l'issue de la guerre pourrait accentuer dans un sens ou dans un autre les tendances** que nous venons d'identifier. Une « victoire » aurait bien entendu un effet positif sur le « moral » (« la confiance ») de la majorité des Russes – sans renverser pour autant les tendances de fond. Une annexion permanente de certaines régions

⁶² *World Populations Prospects – Population Division – United Nations*. UN Department of Economic and Social Affairs Population Division. Publié en 2022.

ukrainiennes permettrait de corriger en partie la baisse de la population. Inversement, un recul aggraverait la « déprime » nationale – et probablement les effets démographiques de celle-ci.

De la même manière, l'équilibre entre les régions et les grandes villes sera une variable à surveiller, compte tenu de la disparité entre la population périphérique, d'où sont recrutés les soldats, et la population des grandes villes, qui reste pour l'instant épargnée. Ce schéma, s'il persiste, est-il de nature à introduire un élément de tension entre les grandes villes et la périphérie ? C'est un élément parmi d'autres de la question plus générale – impossible à trancher à ce stade – de l'effet « transformateur de la guerre », que nous allons explorer dans le chapitre suivant de cette note.

La tendance de fond au déclin démographique russe ne nous paraît pas réversible. Il est très peu probable que quelque politique démographique que ce soit puisse modifier cette tendance de fond.

Tout au plus peut-on imaginer qu'un pouvoir russe éclairé, à défaut de pouvoir modifier la trajectoire démographique, s'attache à en atténuer les aspects négatifs par une politique sociale appropriée (éducation, lutte contre l'alcoolisme, amélioration du système de santé). On ne voit pas apparaître pour l'instant ce type d'approche pour laquelle, note Alexei Rashka, les autorités russes sont mal préparées.

4 Un régime aux fondamentaux durables

4.1. NI EFFONDREMENT DU RÉGIME NI RÉFORME POLITIQUE RADICALE

Un effondrement du régime provoqué par les circonstances n'est pas probable dans les années qui viennent. Il est certes tentant de se reporter, pour y voir un précédent, aux circonstances qui ont conduit à la chute de l'URSS à la fin des années 1980 : essoufflement de l'économie, surextension géopolitique (Afghanistan à la fin de l'Union Soviétique, Ukraine aujourd'hui) et crise idéologique.

Nous avons précédemment évoqué les aspects économiques et géopolitiques : observons que sur ces deux terrains la Russie de Vladimir Poutine est loin de se trouver dans la situation qu'a connue l'URSS au début des années 1980. Les difficultés que peut rencontrer l'économie russe aujourd'hui n'ont rien à voir avec la sclérose de l'économie socialiste à la fin de la Russie soviétique. Quant aux engagements extérieurs – Ukraine mais aussi Afrique et Proche-Orient – ils devraient sans doute à la longue nuire à la viabilité du système, mais ils sont au contraire pour l'instant – et pour les années en venir – plutôt le moteur de son affirmation.

D'où aussi la différence à prendre en compte en matière idéologique : dans les années 1980, l'idéologie marxiste-léniniste n'était plus que l'ombre d'elle-même ; aujourd'hui, c'est l'inverse que l'on observe : **depuis au moins sa réélection de 2012, Vladimir Poutine a insufflé un nouvel esprit à son pays**, tentant entre autres de remilitariser la société russe, de soutenir les valeurs conservatrices, de ranimer la flamme de la Seconde Guerre mondiale ; il a enfin **construit le narratif d'une Russie reconquérant ses droits historiques tout en se défendant face à un « Occident collectif » en déclin mais toujours menaçant.** Certes, il n'a sans doute convaincu qu'une partie du peuple russe, mais ce type de

remobilisation idéologique finit par porter (là aussi divers témoignages le montrent), surtout s'agissant de la défense de la patrie contre l'Occident ; dans cet esprit, le Kremlin ne manque pas d'instrumentaliser l'atmosphère guerrière actuelle pour favoriser la remobilisation idéologique du pays.

Ajoutons cependant un correctif à ces observations – un correctif important certes : si le sort du régime russe actuel n'est pas menacé, **la légitimité personnelle de Vladimir Poutine, non pas vis-à-vis de l'opinion russe mais vis-à-vis du système qu'il a créé, pourrait être engagée en cas de recul net de la Russie en Ukraine.** La célèbre séance du Conseil national de sécurité russe diffusée le 23 février 2022 met en scène **un autocrate prenant seul la décision d'entrer en guerre, face à des subordonnés plus obéissants que vraiment convaincus.** En cas d'échec patent en Ukraine, l'aura du président vis-à-vis de ses principaux collègues ne pourrait pas sortir indemne (comme on l'a déjà noté, c'est une raison pour lui de préférer une « guerre perpétuelle » à une issue insatisfaisante du conflit).

Une transition vers un régime plus compatible avec l'Occident n'est pas non plus pour demain. L'une des spécificités du poutinisme réside dans son rapport aux technocrates, qu'il s'agisse des « libéraux systémiques » en charge de l'économie ou des « technocrates politiques », régulateurs des élections et responsables de la gestion politico-administrative du pays.

Dans la situation actuelle, Sergueï Kirienko, le directeur-adjoint de l'administration présidentielle, peut être considéré comme le chef de file des « technocrates politiques ». Il a beaucoup contribué ces dernières années à la modernisation de la « verticale du pouvoir », avec la nomination de gouverneurs de province jeunes et compétents. Il semble en bons termes aussi bien avec les « *siloviki* » (les forces de renseignement et militaires), qu'avec les « libéraux systémiques ».

S'agissant de l'économie, **Vladimir Poutine paraît convaincu que c'est la mauvaise gestion du pays qui a provoqué la chute aussi bien du tsarisme que du communisme.** Malgré sa propre implication dans l'économie de l'ombre, il a accordé dès son arrivée au pouvoir **un rôle important aux technocrates – aux libéraux systémiques – pour mettre de l'ordre dans l'économie** ; cela a été l'œuvre, par exemple, de l'éternel cardinal gris « libéral » du pouvoir poutinien Alexeï Koudrine, ou aujourd'hui de la brillante gouverneure de la banque centrale, Elvira Nabiullina. C'est un technocrate – issu de la Direction des impôts du Ministère des Finances, Mikhail Mishustin – qui dirige le gouvernement. Même si lui-même, à partir de sa réélection en 2022, a cessé de s'intéresser à ces sujets, et si l'État a repris de plus en plus un rôle directeur dans la gestion de l'économie, il continue à tenir à ce stade au maintien de quelques grands équilibres économiques : par exemple, du fait de la guerre, les dépenses militaires sont passées à 6 % du budget de la Fédération⁶³ mais le déficit budgétaire reste faible.

Ceci posé, **les équilibres internes au régime russe se sont déplacés, depuis un certain nombre d'années, en faveur des *siloviki*.** Une source avertie nous a dit : « le président n'arbitre plus comme jadis entre les trois pôles que constituaient les *siloviki*, les libéraux systémiques et les oligarques ; son rôle se limite à arbitrer entre les *siloviki* car les deux autres piliers du système ne pèsent plus assez pour participer à la compétition entre pouvoirs ».

Depuis le début de la guerre, **les oligarques – victimes des sanctions occidentales – sont encore plus affaiblis, à l'exception d'un petit groupe de « grands oligarques » personnellement liés à Poutine, et intéressés à la poursuite de la guerre en raison des profits qu'ils en tirent, tels que Arkadi Rotenberg⁶⁴, Yuri Kovalchuk⁶⁵, Sergueï Tchemezov⁶⁶.** Un test macabre mais clair de la perte d'influence du club des oligarques tient

⁶³ Pavel Luzin et Alexandra Prokopenko., « *Russia's 2024 Budget Shows It's Planning for a Long War in Ukraine* », Carnegie Endowment for International Peace, 11 octobre 2023.

dans le nombre de « morts par accidents » de la génération de leurs fils (le fils d'Igor Setchine était Ivan⁶⁷, mort en février de cette année aux Émirats arabes-unis⁶⁸). Les « technocrates économiques » – dont bien sûr la gouverneure de la Banque centrale Elvira Nabiullina – ont plutôt jusqu'ici consolidé leur position ; ils font d'ailleurs la preuve de leur compétence puisqu'ils ont réussi jusqu'ici à contrôler la surchauffe de l'économie malgré le dérèglement de ses paramètres (cf. infra : inflation, dépenses militaires, consommation en hausse, manque de main d'œuvre, etc.).

Dans ce contexte, un des (rares) espoirs de l'opposition serait qu'à un certain point de tension dans l'économie et le système social, **un nouveau contrat se noue entre siloviki et technocrates : pour maintenir le pays à flot**, les premiers céderaient du terrain aux seconds ; par exemple, si Vladimir Poutine venait à disparaître, son successeur viendrait du clan des *siloviki* mais il nommerait un premier ministre « libéral systémique » ayant mandat de renouer avec l'Ouest. Une version plus romantique du même schéma envisage un coup d'État interne ; par exemple, dans une telle hypothèse, un communiqué annoncerait un jour que le président Vladimir Poutine a dû se retirer à Sotchi pour des raisons de santé et qu'il est remplacé par un triumvirat comportant un haut technocrate important aux côtés d'un militaire et d'un homme des services. Une autre version, peut-être plus réaliste, serait qu'à la disparition de Vladimir Poutine, **une compétition oppose un siloviki resté aux commandes de l'État** – Nikolai Patrouchev⁶⁹, qui pourrait mettre en avant son fils, actuellement ministre de l'Agriculture – à un autre *siloviki* devenu oligarque, Sergueï

⁶⁴ *Président de du directeur de la SMP Bank et d'une société de construction de pipelines, détenteurs avec son frère Boris de nombreux intérêts dans des secteurs comme la banque, la construction ou la fabrication de tuyaux métalliques.*

⁶⁵ *Homme d'affaires russe et actionnaire principal de la Rossiya Bank.*

⁶⁶ *Directeur général de Rostec.*

⁶⁷ *Vice-premier Ministre de la Fédération de Russie dans le gouvernement de Vladimir Poutine de 2008 à 2012 et actuel président du conseil d'administration du groupe pétrolier Rosneft depuis 2012.*

⁶⁸ *"Suspicious deaths of Russian business people (2022-2024)", Wikipedia.*

⁶⁹ *Directeur du Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie.*

Tchemezov, que ses responsabilités à la tête de Rostec auraient rendu plus sensible aux nécessités de tenir compte des besoins de l'économie.

De telles hypothèses peuvent devenir d'actualité à un moment donné dans le futur mais rien ne permet de penser qu'elles puissent se réaliser à un horizon prévisible. Par ailleurs, ces hypothèses négligent le rôle probable d'un personnage comme Sergueï Kirienko, dont on a déjà signalé l'influence, ou même de son chef hiérarchique, le chef de l'administration présidentielle, Anton Vaino, au profil particulièrement discret.

4.2. UNE TENDANCE DE FOND : LE DURCISSEMENT CONTINU

Le **durcissement est en quelque sorte consubstantiel au pouvoir de Vladimir Poutine**, dont les premières mesures en arrivant à la présidence en 2000 avaient été de rétablir la puissance des services de sécurité, de mener une guerre impitoyable en Tchétchénie, de mettre au pas les oligarques (affaire Mikhaïl Khodorkovski en 2003⁷⁰). La répression s'est encore alourdie après sa réélection en 2012, puis pendant la période du Covid avec trois affaires emblématiques : la tentative d'empoisonnement d'Alexeï Navalny en 2020, les réformes de la Constitution en février 2021 (faisant sauter la limite de deux mandats pour le président), l'interdiction de l'ONG Memorial en décembre 2021 – symbolique de la réhabilitation par le pouvoir du passé stalinien.

Dans les circonstances actuelles, le durcissement du régime prend diverses formes, comme la **création de milices intérieures, un contrôle toujours plus étroit des médias, une législation restreignant toujours plus les libertés individuelles, l'arrestation d'opposants** jusqu'ici tolérés et bien entendu le régime d'incarcération auquel a été soumis Alexeï Navalny. La première vague de conscription avait été conduite dans

⁷⁰ *"L'oligarque russe Mikhaïl Khodorkovski a été arrêté et incarcéré", Le Monde, 25 octobre 2023.*

des conditions qui avaient permis à un million environ d'appelés ou de potentiels appelés de fuir le pays. La nouvelle législation mise en place depuis lors ne laissera pas une telle chance aux récalcitrants. Plus généralement, on doit s'attendre à ce que la main du pouvoir s'appesantisse sur tout mouvement de contestation au fur et à mesure que la poursuite de la guerre se traduira par de nouvelles baisses du niveau de vie de la population et de nouveaux recrutements pour l'armée.

Pour l'avenir, un dernier facteur risque de peser d'un poids grandissant : cette guerre a nécessairement un effet transformateur sur la société russe et la sociologie du pouvoir. Nos interlocuteurs russes redoutent que les meneurs de la guerre – *siloviki* de toute obédience – voient leur influence accrue au sein du pouvoir central et que les « guerriers de retour » (en particulier les repris de justice libérés de prison) propagent une culture de la violence dans les villes et les villages où ils reviendront. Sur le premier point, la crainte de beaucoup des Russes restés libéraux malgré un lavage de cerveau devenu systématique par les médias publics est que **l'aile ultra-nationaliste du régime prenne de plus en plus le contrôle** de celui-ci.

4.3. QUELS SCÉNARIOS ?

Comme dans le cas de l'économie, deux scénarios d'évolution possibles peuvent être considérés, un scénario « majeur » – qui paraît le plus probable – et un scénario alternatif, correspondant à un « accident de parcours ».

a. Le scénario probable : la perpétuation du pouvoir des *siloviki*

Dans la Russie d'aujourd'hui, **le pouvoir est exercé au sommet par l'ancien guébiiste qu'est Vladimir Poutine et un cercle étroit de fidèles compagnons** de route depuis sa période de Saint-Petersbourg, issus du même moule que lui : Nikolaï Patrouchev, Sergueï Narychkine⁷¹ ; Alexandre Bortnikov⁷², etc. L'une des forces du « clan Poutine » est d'avoir su, au fil des années, faire monter des responsables beaucoup plus jeunes qui constituent autant de cadres fidèles du régime.

Dans l'état actuel des choses, **aucune force n'est en mesure de s'opposer au pouvoir des *siloviki***. S'il doit y avoir transition (en cas de disparition de Vladimir Poutine) ou évolution du régime (Vladimir Poutine restant au Kremlin), l'une ou l'autre sera nécessairement contrôlée par les *siloviki*, sans doute par le pôle de Nikolaï Patrouchev. Ce à quoi il faut s'attendre, c'est un passage de bâton d'une génération à l'autre, probablement de la génération des proches de Vladimir Poutine à celle des fils de ces derniers.

C'est du moins le constat largement partagé par les observateurs de la scène politique russe, avec toutefois trois interrogations. En premier lieu, l'issue de la guerre ne peut-elle contrarier la domination des *siloviki* ? On pense bien sûr à une évolution du conflit défavorable à la Russie ; toutefois, dans cette hypothèse, le régime dispose d'un contrôle tel des médias qu'il sera en mesure de présenter un recul comme un succès, d'autant plus qu'une majorité de l'opinion serait soulagée d'un arrêt des combats (NB : ce qui pour autant n'exonèrera pas la responsabilité personnelle du président Poutine vis-à-vis de son système). Inversement, on peut aussi envisager une victoire russe en Ukraine, qui alors ne manquerait pas d'avoir un effet de légitimation du pouvoir en place, comme ce fut le cas après l'annexion de la Crimée en 2014.

⁷¹ Directeur des services de renseignements extérieurs de la Fédération de Russie.

⁷² Directeur du FSB, le service de la sécurité intérieure de la Fédération de Russie.

En second lieu, **n’y aura-t-il pas une contradiction entre le nationalisme chauffé à blanc des *siloviki* et la dépendance progressive de la Russie à l’égard de la Chine à laquelle conduit leur politique ?** N’assisterons-nous pas nécessairement à une sorte de « réaction patriotique » de leur part ? Le plus probable sur ce sujet est que ce genre de réaction ne pourrait intervenir qu’après la disparition de Vladimir Poutine, alors qu’en effet une remise en cause de son bilan pourrait avoir lieu. Notons cependant qu’à ce stade, pour l’ensemble du clan au pouvoir, **l’hostilité à l’Occident a un effet d’inhibition absolu sur tout mécontentement éventuel suscité par la trop grande puissance de la Chine.** D’autre part, il serait très difficile désormais pour la Russie de se passer de l’accès au marché chinois et à l’électronique de défense chinoise.

En troisième lieu, ne peut-il y avoir au sein des *siloviki* des divisions ou des rivalités ? Si bien sûr, mais il est difficile d’imaginer, compte tenu de la manière dont le régime a absorbé le coup de Prigogine, que des dissensions internes soient suffisantes pour déstabiliser le système. Au total donc, tout laisse penser qu’**avec ou sans Poutine, il n’y aura pas de changement de régime avant longtemps en Russie.** Comme pour la posture géopolitique ou l’économie, il peut y avoir une évolution, mais dans le sens des « fondamentaux actuels » – c’est-à-dire d’une répression encore plus systématique et d’un contrôle sans cesse accru de la population. La gestion des suites de la mort de Navalny va sans doute fournir un premier test à cet égard : l’ampleur des manifestations qui ont entouré les obsèques du dissident a dû surprendre « les organes », qui organisent actuellement la contre-offensive (envoi à l’armée d’hommes ayant participé aux obsèques).

Cela n’empêche pas la considération d’un **scénario alternatif que provoquerait un accident de parcours** conduisant à une sortie de route. Bien que la mainmise des *siloviki* sur le système russe nous semble assurée, il reste toujours possible qu’un « cygne noir » vienne remettre en cause la structure établie. Dans un contexte d’appauvrissement de certaines régions, des incidents divers – conséquences d’une éventuelle

crise financière, rupture de grandes infrastructures énergétiques, manifestations locales de grande ampleur, nouvelles rébellions dans le secteur des forces de sécurité ou encore protestations d’ampleur contre les pertes humaines en Ukraine – pourraient déclencher **une panique ou des réactions inconsidérées au sommet.** Si une brèche venait à apparaître ainsi dans le contrôle des événements par le pouvoir, on ne peut totalement assurer qu’une **contestation générale ou une situation de chaos** ne s’en suivrait pas.

Dans l’état actuel du rapport des forces, rien ne permet de penser que le clan des *siloviki* ne parviendrait pas à rétablir l’ordre, au prix éventuellement d’une répression généralisée de grande ampleur. Pour cette raison, **le scénario d’une sortie de route nous paraît secondaire par rapport au scénario central de la continuité du pouvoir,** même si celui-ci n’exclut pas des secousses ou des moments difficiles. Pour divers interlocuteurs russes, dans l’hypothèse d’une disparition de Vladimir Poutine, le risque de secousses importantes devrait venir de Ramzan Kadyrov, le président de la Tchétchénie ; dans la galaxie des féodaux autour de Poutine, c’est le seul qui ne tient son pouvoir que de la protection du président alors qu’il est détesté par le reste du système. Il « tient » la Tchétchénie mais cherchera vraisemblablement à garder des leviers sur le Kremlin, ce qui pourrait provoquer une réaction forte des nouveaux dirigeants. Certains interlocuteurs considèrent qu’il s’est ménagé dans cette perspective des appuis dans les pays du Golfe.

Un autre défi pour le régime pourrait venir du changement de génération qui, compte tenu de l’âge moyen de Poutine et de ses principaux alliés (septuagénaires), devra se produire dans les années à venir. Rien n’indique cependant que celui-ci remettrait en cause la capacité du régime à s’adapter tout en persévérant dans l’être.

b. L'effet transformationnel de la guerre

À la question : quel paramètre structurant pour l'avenir du système poutinien, certaines réponses évidentes viennent à l'esprit, telles que l'issue de la guerre, l'état de l'économie, les querelles au sein du clan au pouvoir inhérentes à toute transition... ou encore l'âge ou l'humeur du capitaine (Vladimir Poutine en l'occurrence). Nous venons aussi de mentionner le changement de génération à échéance rapprochée. Suggérons que ces variables, bien qu'elles comportent des incertitudes, s'inscrivent quand même dans un cadre relativement maîtrisable.

Il n'en va pas de même pour ce que nous avons appelé **l'effet transformationnel de la guerre** – moins sur la population peut-être que **sur la nature du pouvoir et ses équilibres internes**. Il faut garder à l'esprit que la transformation du régime a commencé bien avant février 2022 ; le durcissement dont nous avons noté les étapes en 2020-2021 trouve son point de départ dans ce que l'on peut considérer comme **le vrai commencement de la guerre en Ukraine : l'invasion de la Crimée et le soutien aux séparatistes du Donbass en 2012**. On observe à ce moment-clef la **conjonction d'une volonté de mettre au pas l'Ukraine, d'un raidissement intérieur et d'un choix stratégique d'hostilité à l'Occident**. Une sorte de dynamique de « radicalisation » du régime poutinien est en marche depuis au moins cette date, dont il est hasardeux d'anticiper les prochaines étapes.

5 Épilogue – où va la Russie ?

Nous avons tenté de décrire **quatre trajectoires – militaire, économique, démographique, politique** – conduisant à dégager une série de scénarios majeurs plus probables que d'autres. Si l'on croise ces trajectoires, on parvient à une sorte de « **portrait** » **de la Russie à venir dans un horizon de cinq à dix ans : un régime toujours dominé par les tenants d'une ligne ultra-dure** (avec ou sans Poutine), **aux commandes d'une « puissance pauvre »** économiquement en déclin, **caractérisée par un capitalisme de guerre**, une puissance **handicapée par une démographie déficiente** mais continuant à **disposer de capacités militaires redoutables au service d'ambitions géopolitiques maintenues**, peut-être même avivées par la nécessité de compenser la relativisation de son rôle dans le monde, y compris du fait de sa dépendance accrue vis-à-vis de la Chine.

Nous avons là le portrait d'une **puissance engagée dans une sorte de crépuscule** mais qui, et peut-être justement en raison de son caractère crépusculaire, va continuer à constituer, à l'horizon considéré, une **menace stratégique pour les Occidentaux**, ou du moins **pour l'Europe**. En cas de succès russe en Ukraine, cette menace serait décuplée bien entendu, car les structures euro-atlantiques sortiraient affaiblies de l'épreuve.

À côté des scénarios majeurs, nous avons évoqué de possibles scénarios alternatifs. Ainsi, le régime peut souffrir de dissensions ou se trouver sur le plan intérieur face à un risque de « sortie de route » ; l'économie, du fait notamment des sanctions, peut connaître une « tempête parfaite » (étranglement financier et sevrage technologique) l'ébranlant en profondeur ; un recul net en Ukraine peut déstabiliser le système poutinien tel qu'il existe ; et surtout, la capacité de la Russie à maintenir un profil militaire et géopolitique menaçant devrait se trouver à terme profondément diminuée. Il nous semble cependant que ces scénarios peuvent en effet

altérer ou déformer l'esquisse de portrait tracée ci-dessus, mais sans pour autant la mettre en cause profondément, là encore dans les limites de temps que nous nous sommes fixés pour cette étude.

Enfin, en sus des deux catégories de scénarios, quelques paramètres structurants pour l'avenir, dont les effets ne pourront sans doute se faire sentir que progressivement : **l'impact transformationnel de la guerre, la capacité ou non de la Russie à reconvertir son économie vers l'Est et le Sud global**, et plus encore **la capacité ou non de l'Occident, voire de l'Europe seule, à équilibrer la menace stratégique** que va continuer à représenter la puissance crépusculaire. Ce sont ces paramètres qui pèseront le plus, à terme, dans le destin à venir de la Russie.

Dans la crispation poutinienne sur l'Ukraine, entre certainement en ligne de compte un élément de **crise existentielle** : tous les témoignages concordent sur le fait que **l'émancipation des Ukrainiens est perçue à Moscou comme un danger politique pour le régime** du Kremlin, comme un symbole aussi du rétrécissement stratégique de la Grande Russie, avec probablement une composante « raciale », puisque l'éloignement de l'Ukraine accentue le déséquilibre démographique en cours entre slaves et non slaves au sein de la Fédération de Russie⁷³.

L'autre ressort de l'agression russe contre l'Ukraine a trait à **la volonté du Kremlin de mettre en cause l'ordre du monde**. Dans la littérature anglo-saxonne, il est souvent question du **défi à l'ordre libéral international** qu'incarne Vladimir Poutine depuis au moins le début de la seconde décennie de ce siècle ; cette attitude, que la Chine semble partager de plus en plus, vaut au président Poutine un indéniable prestige auprès du Sud global. Ces deux derniers éléments encouragent la Russie à poursuivre son rôle de destruction de l'ordre mondial établi.

D'un point de vue européen, au-delà du système international mis en place en 1945, c'est en premier lieu **le droit à l'autodétermination des peuples**, consacré lors du Traité de Versailles en 1919, **que rejette le régime poutinien**. C'est ce que démontre la guerre en Ukraine. Si l'on suit cette dernière hypothèse, on est tenté d'en déduire que le chef du Kremlin et ses collègues ont en tête **un modèle alternatif à l'ordre mondial actuel** : une sorte de Congrès de Vienne 2.0, dans lequel la Russie, la Chine, les États-Unis, et peut-être l'Inde, tiendraient les rôles dévolus en 1814-1815 à la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie ; dans un tel modèle « post-occidental », véritable planche de salut pour la puissance crépusculaire, les Européens d'aujourd'hui seraient réduits aux emplois de comparses ou de monnaie d'échange qui incombaient en 1814-1815 aux principautés allemandes et italiennes. Objectif lointain et peu réaliste ? C'est possible, encore qu'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche ne manquerait pas de permettre à la Russie de s'en rapprocher.

⁷³ Voir sur ce point, l'article très éclairant de Bruno Tertrais sur le site de l'Institut Montaigne : « Pourquoi l'Ukraine est importante pour la Russie : le facteur démographique », 11 février 2022.

Nous exprimons tout d'abord notre reconnaissance à l'égard des personnalités et experts russes qui ont bien voulu nous faire part de leur témoignage. Nous remercions également les hauts fonctionnaires et les nombreuses entreprises qui ont partagé leurs expériences avec nous. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude aux experts de divers horizons et à ceux de l'Institut Montaigne, dont nous avons sans vergogne exploité les connaissances. Pour des raisons de sécurité, nous n'avons pas souhaité les nommer expressément comme nous le faisons d'ordinaire.

L'Institut Montaigne vous propose de contribuer à la réflexion sur ces enjeux afin d'élaborer collégalement des propositions au service de l'intérêt général.




 Institut Montaigne
 59 rue La Boétie, 75008 Paris
 Tél. +33 (0)1 53 89 05 60
institutmontaigne.org

Imprimé en France
 Dépôt légal : mars 2024
 ISSN : 1771-6756

ABB France	notariat	KPMG S.A.	Roche Diagnostics
AbbVie	D'Angelin & Co.Ltd	Kyndryl	France
Accenture	Dassault Systèmes	La Banque Postale	Rokos Capital
Accuracy	Deloitte	La Compagnie	Management
Adeo	De Pardieu Brocas	Fruitière	Rothschild & Co
ADIT	Maffei	Lenovo ISG	RTE
Air Liquide	ECL Group	Linedata Services	Safran
Airbus	Edenred	Lloyds Europe	Sanofi
Allen & Overy	EDF	L'Oréal	SAP France
Allianz	EDHEC Business	LVMH - Moët-Hennessy	Schneider Electric
Amazon	School	- Louis Vuitton	ServiceNow
Amber Capital	Ekimetrics France	M.Charraire	Servier
Amundi	Engie	MACSF	SGS
Antidox	EQT	Mazars	SIER Constructeur
Antin Infrastructure	ESL & Network	Média-Participations	SNCF
Partners	Ethique &	Mediobanca	SNCF Réseau
ArchiMed	Développement	Mercer	Sodexo
Ardian	Eurogroup Consulting	Meridiam	SPVIE
Arqus	FGS Global Europe	Microsoft France	SUEZ
Arthur D. Little	Getlink	Mitsubishi France	Tecnet Participations
AstraZeneca	Gide Loyrette Nouel	S.A.S	SARL
August Debouzy	Google	Moelis & Company	Teneo
AXA	Groupama	Moody's France	The Boston Consulting
Bain & Company	Groupe Bel	Morgan Stanley	Group
France	Groupe M6	Natixis	Tilder
Baker & McKenzie	Groupe Orange	Natural Grass	Tofane
BearingPoint	Hameur et Cie	Naval Group	TotalEnergies
Bessé	Henner	Nestlé	Transformation
BNP Paribas	Hitachi Energy France	OCIRP	Factory
Bolloré	Howden France	ODDO BHF	Unicancer
Bouygues	HSBC Continental	Oliver Wyman	Veolia
Bristol Myers Squibb	Europe	Ondra Partners	Verlingue
Brousse Vergez	IBM France	Onet	VINCI
Brunswick	IFPASS	Optigestion	Vivendi
Capgemini	Incyte Biosciences	Orano	Wakam
Capital Group	France	PAI Partners	Wavestone
CAREIT	Inkarn	Pelham Media	Wendel
Carrefour	Institut Mérieux	Pergamon	White & Case
Casino	International SOS	Polytane	Willis Towers Watson
Chubb	Interparfums	Prodware	France
CIS	Intuitive Surgical	Publicis	Zurich
Cisco Systems France	Ionis Education Group	PwC France & Maghreb	
Clariane	iQo	Raise	
Clifford Chance	ISRIP	RATP	
CNP Assurances	Jeantet Associés	RELX Group	
Cohen Amir-Aslani	Jolt Capital	Renault	
Compagnie Plastic	Katalyse	Ricol Lasteyrie	
Omnium	Kea & Partners	Rivolier	
Conseil supérieur du	Kearney	Roche	

Février 2022 : le déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie et l'échec de son « opération spéciale » d'invasion, couplés à l'effet de sanctions occidentales de grande ampleur, semblaient révéler au monde les limites de la puissance russe. Deux ans plus tard, le conflit s'est mué en une guerre d'attrition dans laquelle la Russie a l'avantage de la masse et du « recul stratégique ». Toutefois, son économie paraît avoir dans une large mesure résisté au choc des sanctions.

Aussi avons-nous souhaité examiner les tendances de fond à 5-10 ans de la Russie : quelles trajectoires se dessinent sur les plans économique, démographique, militaire et politique ? Si les premiers résultats révèlent, dans une certaine mesure, un déclin inévitable de la puissance russe, encore faut-il comprendre à quelle échéance et selon quelles modalités.

Pour tenter d'apporter des réponses à ces questions, nous avons procédé à une longue enquête de terrain auprès d'un grand nombre de personnalités et d'experts, en privilégiant notamment les sources russes, mais aussi en interrogeant les acteurs économiques, ceux toujours présents sur le territoire comme ceux ayant fait le choix d'en partir. Il en résulte le portrait d'une puissance crépusculaire. La résilience de son économie, ses capacités militaires redoutables et sa volonté politique de redéfinir les structures de l'ordre mondial, font durablement de la Russie une menace dangereuse pour l'Occident et, en particulier, pour l'Europe.



10 €

ISSN : 1771-6756

NCL2403-01